

Unité *des Chrétiens*



Pour la réconciliation
des mémoires

Unité des Chrétiens

N° 171 – Juillet 2013

ADMINISTRATION

Revue trimestrielle éditée par
l'association UADF
58, avenue de Breteuil
F-75007 Paris

Directeur de la publication :
Franck Lemaître

Maquette et Impression :
www.marnat.fr

CPPAP : 0914 G 82028
ISSN : 1248 9646
Dépôt légal à parution

RÉDACTION

Directeur de la rédaction :
Franck Lemaître

Directrice adjointe de la rédaction :
Catherine Aubé-Elie

Comité interconfessionnel de rédaction :
Catherine Aubé-Elie (catholique), Matthew
Harrison (anglican), Franck Lemaître (catholique),
Michel Stavrou (orthodoxe), Jane Stranz (protes-
tante), Philippe Sukiasyan (arménien apostolique).
redaction@revue-unitedeschretiens.fr

ABONNEMENTS

- France et Union européenne : 28 €
- Autres pays : 32 €

Envoyez vos coordonnées (prénom, nom,
adresse, téléphone) sur papier libre et votre
chèque à l'ordre de UADF-UDC à :
Unité des Chrétiens
58 avenue de Breteuil
F-75007 Paris
Tél : 01 44 39 48 48
gestion@revue-unitedeschretiens.fr

Virements :
Domiciliation : CIC Paris Bac
IBAN : FR763006 6100 4100 0105 6260 833
BIC : CMCIFRPP
Préciser : « frais partagés »

VENTE PAR CORRESPONDANCE

Tous pays : 10 € le numéro
(Frais d'expédition compris)

Titres et inter-titres de la rédaction

Photo couverture : © Martin Melaugh / CAIN
Source : CAIN (cain.ulster.ac.uk)

ÉDITORIAL

- 3 **Enjeux mémoriels de l'œcuménisme**
Franck Lemaître

ESSENTIEL

- 4 **Naissance de l'Église protestante unie de France**
Laurent Schlumberger – Christian Baccuet

LECTURES

- 7 ***Du conflit à la communion.***
**Réflexions luthéro-catholiques sur l'historiographie
de la Réforme en vue des célébrations de 2017**

DOSSIER : Pour la réconciliation des mémoires

- 8 **Histoire et mémoire. Approche philosophique**
Gérard Malkassian
- 11 **Réconciliation et guérison des mémoires**
Michael Lapsley
- 14 **Construire ensemble un récit et une liturgie de réconciliation**
L'expérience luthérienne et mennonite
Larry Miller
- 18 **La réconciliation des anglicans et des réformés en Angleterre**
Fleur Houston
- 20 **Catholiques et orthodoxes vingt ans après Balamand**
Borys Gudziak

RENCONTRE

- 24 **Rencontre avec John Gibaut**

CÉCEF

- 27 **Message du CÉCEF en vue de la Rencontre européenne
de Taizé à Strasbourg**

JALONS SUR LA ROUTE DE L'UNITÉ

- 28 **Février, mars & avril 2013**

AGENDA

Enjeux mémoriels de l'œcuménisme

Quatrième croisade, Saint-Barthélemy... des événements douloureux du passé continuent de marquer l'aujourd'hui des relations inter-ecclésiales. En œcuménisme comme dans toute démarche de réconciliation, les enjeux liés à l'Histoire sont donc d'une grande importance. Au fil des siècles, certains peuvent avoir oublié ou même refoulé les épisodes violents qui ont émaillé l'histoire du christianisme ; d'autres au contraire peuvent faire d'une persécution ancienne un élément nodal de leur identité confessionnelle. Cette insuffisance dans la connaissance de nos histoires ou la manière biaisée de les relire nécessitent une purification de la mémoire historique. Celle-ci comporte « la franche reconnaissance des torts réciproques et des erreurs commises dans la manière de réagir les uns envers les autres »¹.

On peut donc se réjouir des travaux qui, dans les dernières années, ont permis à des commissions bilatérales d'historiens et de théologiens de reconsidérer ensemble « ces passés qui ne passent pas ». Dans les articles ici rassemblés, il est par exemple question de la réconciliation entre anglicans et réformés en Grande Bretagne ; ou encore de la relecture historique qui a permis le rapprochement des luthériens et des mennonites, en évitant le double écueil de l'oubli et de l'hypermnésie.

Si ce numéro veut souligner les progrès œcuméniques que ces travaux historiques communs² ont permis, il pointe aussi des chantiers qui demeurent. Dans la relation entre orthodoxes et catholiques la reprise du dialogue avait été rendue possible en décembre 1965 par le geste solennel du pape Paul VI et du patriarche Athénagoras ôtant « de la mémoire et du milieu de l'Église » les sentences d'excommunication de 1054. Des recherches historiques ont ensuite permis d'aboutir à la publication du rapport de Balamand en 1993 sur l'uniatisme « méthode d'union du passé » ; un document majeur pour la guérison des mémoires, dont pourtant la réception doit se poursuivre, notamment en Europe de l'Est. À l'autre extrémité de notre continent, nos regards se tournent vers l'Irlande du Nord où des murs continuent de défigurer Belfast en séparant quartiers catholiques et protestants.

Les anniversaires constituent des moments particulièrement sensibles des relations œcuméniques.

C'est la raison pour laquelle, dans la perspective du 500^e anniversaire de la Réforme en 2017, on accueillera avec gratitude le dernier document de la Commission internationale de dialogue entre l'Église catholique et la Fédération luthérienne mondiale³. *Du conflit à la communion* – dont on trouvera ici des extraits – offre une relecture commune de la Réforme. On y reconnaît officiellement qu'au XVI^e siècle catholiques et luthériens ont fréquemment exagéré ou caricaturé les propos de leurs adversaires afin de les rendre ridicules ; qu'à maintes reprises a été violé « le huitième commandement qui interdit de porter un faux témoignage contre son prochain » ; que de manière délibérée les conflits ont été exacerbés (n° 233). Les catholiques d'aujourd'hui montrent par exemple les limites de la bulle *Exsurge Domine*⁴ (1520) du pape Léon X qui condamnait des propositions théologiques empruntées à plusieurs publications de Luther (n° 50) ; tandis que de leur côté, les luthériens estiment devoir « rejeter la manière dont Luther a identifié le pape à l'Antichrist » (n° 229).

Parce qu'aujourd'hui encore l'histoire de nos relations interconfessionnelles est parfois lue de manière sélective ou polémique, parce qu'elle reste encombrée de caricatures ou d'approximations partiales, le Conseil d'Églises chrétiennes en France encourage⁵ les communautés chrétiennes à travailler ensemble l'histoire locale de leurs relations ; avec la conviction qu'on ne peut changer le passé, mais qu'on peut changer la façon dont on s'en souvient aujourd'hui.

frère Franck LEMAÎTRE

1 Jean-Paul II, Discours aux membres du Conseil de la Fédération des Églises protestantes de Suisse, 14/06/1984.

2 Au plan méthodologique, on peut mentionner les principes historiographiques préconisés dans *Telling the Churches' Stories. Ecumenical Perspectives on Writing Christian History* (Timothy J. WENGERT & Charles W. BROCKWELL, Jr, eds), Grand Rapids, Eerdmans, 1995.

3 On peut renvoyer également aux travaux de la Commission internationale de dialogue réformé/catholique, *Vers une compréhension commune de l'Église* (1990).

4 *Lève-toi Seigneur... car un renard ravage ta vigne* : c'est bien sûr Luther qui y était décrit comme le renard ravageant l'Église.

5 Cf. Message du CÉCEF aux communautés chrétiennes à l'occasion de ses vingt-cinq ans, 13 décembre 2012, in *Unité des Chrétiens*, n° 170, p. 8-9.

Naissance de l'Église protestante unie de France

Le samedi 11 mai les membres du premier Synode national et de nombreux invités étaient rassemblés au Grand temple de Lyon pour célébrer la naissance de l'Église protestante unie de France. On lira ci-après des extraits du discours inaugural du pasteur Laurent Schlumberger – premier président du Conseil de l'ÉPUdF – ainsi que des allocutions d'autres responsables d'Église.

L'Église protestante unie est un fruit du mouvement œcuménique

En 1910, la conférence d'Édimbourg a appelé à mettre au premier plan la mission de l'Église et à relativiser du même coup les identités confessionnelles. En 1934, la déclaration de Barmen a uni des luthériens et des réformés pour affirmer l'autorité ultime du seul Jésus Christ, face à l'idolâtrie nazie ; avec la sève de l'Église confessante, elle a irrigué tout le protestantisme d'après-guerre, notamment en France. En 1948, la fondation du Conseil œcuménique a placé la recherche de l'unité visible au cœur de la vie des Églises. En 1962, le concile Vatican II a montré combien l'espérance œcuménique pouvait rencontrer d'échos au sein de l'Église la plus importante et la transformer, alors que beaucoup la pensaient immobile et immuable. En 1973, la Concorde de Leuenberg a proposé un modèle d'unité fondé non plus sur l'uniformité et la méfiance à l'égard des originalités, mais au contraire sur la diversité réconciliée. [...]

Les métamorphoses du protestantisme

Depuis son apparition et pendant cinq siècles, être protestant en France, ce fut ne pas être catholique. Les protestants ont constitué une sorte d'alternative ultra-minoritaire au culte dominant. C'était pour leur malheur, en période de persécutions. C'était pour leur fierté, quand ils étaient identifiés du côté du

progrès, de la République ou de la laïcité. Et ce fut une ressource identitaire inépuisable et, au fond, confortable : le protestantisme vivait en quelque sorte appuyé contre le catholicisme. Il a donc développé une manière d'être Église adaptée à ce contexte. Il s'est compris comme un petit troupeau, pour reprendre une image biblique. Un petit troupeau se serrant les coudes, tissant des solidarités internes fortes, aimant les marqueurs discrets et perceptibles par les seuls initiés, vérifiant régulièrement sa fidélité. Cette manière d'être Église, pertinente alors, lui a permis de traverser les épreuves et les siècles. Mais ce monde a changé. Et même, il a disparu. Les institutions religieuses sont désormais marginales, les convictions sont individualisées, les affiliations sont fluctuantes. Depuis 2008, les personnes agnostiques et athées déclarées sont majoritaires en France. Le catholicisme, bien sûr, mais aussi l'ensemble cumulé des cultes est de plus en plus minoritaire. Le protestantisme français ne peut donc plus exister en s'appuyant contre un autre culte. Il ne faut pas s'en désoler. C'est ainsi. Et c'est sans doute la chance de trouver une nouvelle manière d'être Église, pertinente dans ce monde-ci. C'est notre grand défi, pour cette génération : intégrer ce renversement complet de ce que nous avons longtemps été, pour être fidèles aujourd'hui et demain à l'Évangile que nous avons reçu, à notre manière de le comprendre et de le partager. Il

s'agit, pour notre protestantisme, de passer de la connivence au partage, de l'entre-soi à la rencontre, d'une Église qui se serre les coudes à une Église qui ouvre ses bras. D'une Église de membres à une Église de témoins. Cette mutation n'est pas à venir, elle est en cours, nous y sommes déjà engagés. De multiples signes le montrent, par exemple dans bien des paroisses qui osent des projets hors les murs, dans le recrutement plus diversifié des responsables locaux, dans les étudiants de nos facultés de théologie venus des horizons les plus variés, dans la volonté de renforcer les liens avec les associations et mouvements d'origine protestante. [...]

En route vers 2017

« Protester pour Dieu, protester pour l'Homme. Quelles sont nos thèses pour l'Évangile aujourd'hui ? » Dans la perspective des 500 ans de la Réforme, nous nous inspirerons de Martin Luther pour nous interroger, tous ensemble et le plus largement possible : quelles sont nos « thèses », c'est-à-dire nos convictions engagées, pour l'Évangile aujourd'hui ? Loin de nous contenter de répéter ce que nos pères dans la foi nous ont transmis, comment nous approprions-nous l'Évangile que nous avons reçu et qui nous fait vivre ? Personnellement et collectivement, quels sont nos mots pour le goûter, le célébrer, le partager ? Comment le manifesterons-nous ?

Pasteur Laurent SCHLUMBERGER

Message du frère Alois, prieur de la Communauté de Taizé

Vous vous embarquez ensemble pour témoigner par votre unité de l'amour du Christ. C'est un grand jour, un jour de joie. Vous naviguez sur deux barques différentes, vous avez réfléchi ensemble, dialogué, pris des décisions. Et vous êtes maintenant montés sur une seule barque commune. Chacun doit laisser certains bagages sur la rive. N'alourdissez pas la barque, ne prenez avec vous que le nécessaire. Ce n'est pas moi qui vous donne ce conseil, c'est le Christ qui demande cela à ses disciples lorsqu'il les envoie dans le monde. Et l'unique nécessaire, n'est-ce pas la présence du Christ ? Dans les tempêtes que votre barque commune devra peut-être traverser, ne cessez pas d'écouter la voix du Christ. Inlassablement il vous dira : « Ayez confiance ! »

Oui, nous devons apprendre toujours à nouveau à vivre de la confiance qu'il nous fait et à lui donner la nôtre. Cela implique d'accepter nos vulnérabilités et de construire avec elles. Par votre confiance, vous pourrez renouveler une des lignes de force de la foi chrétienne que vous avez toujours su souligner dans vos traditions : l'amour de Dieu pour les humains est premier. Par là vous rendrez un service à tous les chrétiens. Et non seulement aux chrétiens, mais aux femmes, aux hommes et aux enfants qui ressentent, parfois obscurément, que l'être humain a besoin de confiance comme du pain quotidien. Votre unité manifeste qu'aujourd'hui, nous ne pouvons plus témoigner du Christ séparément. Quand nos voix ne sont pas unies, le message de l'Évangile, le message de l'amour de Dieu, est rendu inaudible. La vision de votre barque devenue commune nourrit un rêve. C'est le rêve que, dans un avenir proche, les diverses familles chrétiennes encore plus largement se retrouvent ensemble dans l'amour et selon la vérité, et qu'ensemble nous puissions tous monter dans une barque unique, celle de l'unité visible de tous les chrétiens. Chacun apportera le meilleur de sa tradition. Chacun

acceptera de laisser en arrière ce qui est secondaire. L'unité visible, non pas pour être plus forts face à un monde qui serait hostile. L'unité, simplement pour être conséquents avec notre foi dans le Dieu un, qui est communion trinitaire et donc source de paix pour une humanité unie dans la diversité.

Salutations d'Olav Fykse Tveit, secrétaire général du Conseil œcuménique des Églises

Comme votre nouvelle Église est un fruit, une moisson des travaux œcuméniques passés, je tiens à vous encourager à demeurer généreux en assumant votre rôle œcuménique tant au niveau local que national, dans ce paysage œcuménique qui est parfois si complexe. Ce n'est que le début d'une grande histoire du témoignage que vous rendez à Jésus



Christ depuis votre contexte d'Église minoritaire engagée dans l'œcuménisme. La façon dont ici, en France, les chrétiens – évangéliques, catholiques romains, luthéro-réformés, orthodoxes, pentecôtistes – parviennent à travailler ensemble en transcendant les différentes confessions peut aussi inspirer et mobiliser les chrétiens dans d'autres parties du monde. Le fait que votre Église – désormais unie – ait été si bien représentée lors de nombreuses réunions œcuméniques, y compris par des laïcs et des femmes, est selon moi très encourageant. J'espère qu'avec le temps, d'autres dénominations manifesteront leur volonté de rejoindre votre Église unie. C'est pourquoi je vous encourage à investir dans notre avenir œcuménique commun. Aucune confession ne saurait être à elle seule l'Église du Christ.

Discours du cardinal Philippe Barbarin, archevêque de Lyon

Pour nous, catholiques, et sans doute pour les baptisés des autres Églises chrétiennes, votre décision provoque à la fois envie et admiration. Nous voulons dire merci pour ce que votre geste a de stimulant, un merci qui s'adresse à vous, bien sûr, puisque vous en êtes les artisans, et une action de grâce qui monte vers Dieu car nous regardons tous cette belle étape sur le chemin de l'unité comme un fruit de sa grâce. L'événement de ce jour étonne et réveille tout le monde.

La fécondité et le rayonnement de cet acte dépasseront certainement nos frontières. Je ne peux m'empêcher de penser par exemple aux Églises malgaches, puisque j'ai eu l'honneur de servir le Seigneur dans cette grande île pendant quatre ans, et je devine l'impact profond que peut avoir votre décision, mûrement réfléchie et préparée, sur l'Église luthérienne (FLM) et l'Église réformée (FJKM) de Madagascar.

Allocution du métropolite Emmanuel, président de la KEK (Conférence des Églises européennes)

« Voici, j'ai fait toutes choses nouvelles » (Ap 21,5). L'avènement d'une Église protestante unie de France est, à mon sens, de ces choses nouvelles marquées d'une empreinte divine. Il s'agit du fruit d'une relecture de la tradition protestante, capable de dépasser ses antagonismes historiques, qui aujourd'hui manifeste la mission d'unité et de témoignage que nous rendons au monde. Permettez-moi de souhaiter à l'Église protestante unie de France qu'elle continue à manifester le désir de la recherche d'unité que nous avons en commun. C'est un événement majeur dans l'histoire de l'œcuménisme en France. J'espère qu'il sera un moteur pour les autres dialogues bilatéraux.

Premier Synode de l'Église protestante unie de France

Pour illustrer le chemin parcouru par les luthériens et réformés français et les chantiers qui demeurent, *Unité des Chrétiens* a sollicité le président de la Commission des ministères de l'Église protestante unie ; il montre la place que tient la question des ministères dans le processus d'union.

Belle fête œcuménique à Lyon le 11 mai dernier ! Une nuit de prière, un service inaugural, un village de tentes, un culte solennel étaient proposés au Grand temple et sur les quais du Rhône à l'occasion du premier synode national de l'Église protestante unie de France, qui se tenait du 8 au 12 mai. Devant une assemblée nombreuse et fervente, plusieurs invités d'autres Églises¹ ont manifesté que la naissance de l'Église protestante unie de France est un événement sur le plan œcuménique.

Ce synode était l'aboutissement d'un processus d'union entre l'Église réformée de France et l'Église évangélique de France, officiellement lancé en 2007. Parmi les travaux préparatoires à la mise en place de cette Église, la question des ministères a été importante. Cette réflexion ne partait pas de zéro puisque la création de l'Église protestante unie de France s'est faite sur le socle de l'appartenance de l'Église réformée de France et de l'Église évangélique luthérienne de France à la Communion d'Églises protestantes en Europe (CÉPE). Cette dernière rassemble quatre-vingt quatorze Églises luthériennes, réformées, méthodistes et unies d'Europe qui ont signé la Concorde de Leuenberg en 1973, par laquelle elles se déclarent mutuellement en communion. Depuis, la formation initiale des pasteurs luthériens et réformés se fait en commun au sein de l'Institut protestant de théologie (facultés de Paris et de Montpellier), leur formation continue dans le cadre de la Communion protestante luthéro-réformée (CPLR) et les ministres peuvent exercer dans l'une ou l'autre Église.

Luthériens et réformés ont les mêmes bases ecclésiologiques. La mission de l'Église est d'annoncer, servir et vivre l'Évangile auprès de tous les êtres humains, et dans le cadre du sacerdoce universel tous les membres de l'Église sont appelés à y prendre part. Les ministères au sein de l'Église sont au service de la mission de l'Église et de l'engagement de ses membres. Les formes de ministère peuvent être diverses car, ainsi que le précise la Concorde de Leuenberg, « la condition nécessaire et suffisante de la vraie unité de l'Église est l'accord dans la prédication fidèle de l'Évangile et l'administration fidèle des sacrements »² et les Églises signataires « se déclarent mutuellement en communion quant à la prédication et à l'administration des sacrements. Cela inclut la reconnaissance mutuelle des ordinations et la possibilité de l'intercélébration »³.

Le travail synodal, notamment en 2010-2011, a distingué – et rappelé l'articulation nécessaire – entre trois types de ministères au sein de l'Église protestante unie de France. Des ministères locaux sont confiés à des membres de l'Église engagés dans la catéchèse, la conduite de culte, la visite... Le gouvernement de l'Église relève de la responsabilité de ministères collégiaux, composés de membres de l'Église et de ministres élus pour cette charge. Les ministres exercent un ministère personnel pour l'ensemble de l'Église ; être ministre relève d'une différence de fonction et non d'état.

À propos des ministres, une question sensible portait sur le terme « ordination ». L'entrée dans le ministère est manifestée liturgiquement par des engagements du ministre et de l'assemblée et une invocation à l'Esprit saint avec imposition

des mains. Dans l'Église évangélique luthérienne de France, comme dans la plupart des Églises luthériennes et réformées du monde, cet acte portait le nom d'« ordination », le ministère confié se situant dans l'« ordre » de l'Église, à sa juste place dans la structure ecclésiale. L'Église réformée de France, au début des années 1980, avait abandonné le terme « consécration » pour celui de « reconnaissance de ministère » qui faisait droit à la diversité des ministères ; le mot « ordination » n'avait alors pas été retenu parce qu'il pouvait donner l'impression d'une entrée dans un clergé. L'ordination luthérienne comme la reconnaissance de ministère réformée étaient mutuellement reconnues comme étant le même acte. L'Église protestante unie de France a choisi le terme « ordination – reconnaissance de ministère » qui unit les deux histoires, tout en signifiant à la fois la spécificité du ministère pastoral et son insertion dans la diversité des ministères.

Reste la question d'une liturgie commune pour la célébration de cet événement. Le synode de Lyon a demandé que lui soit soumise, lors du synode national 2017, une liturgie de reconnaissance pour les ministres, en vue d'une célébration qui soit à l'image d'une Église qui, en son sein, veut garder la riche gamme des sensibilités, en vue du témoignage rendu à l'Évangile de Jésus Christ.

Christian BACCUET

Pasteur, président de la Commission des ministères de l'Église protestante unie de France

¹ Voir *synodelyon2013.fr*.

² Article 2.

³ Article 33.

Du conflit à la communion

Réflexions luthéro-catholiques sur l'historiographie de la Réforme en vue des célébrations de 2017

Alors que commencent les préparatifs du 500^e anniversaire de la Réforme (qu'on date symboliquement au 31 octobre 1517 lorsque Luther afficha ses 95 thèses à Wittemberg), la Commission internationale de dialogue entre l'Église catholique et la Fédération luthérienne mondiale¹ a publié en juin 2013 un document intitulé *Du conflit à la communion*². On en trouvera ci-dessous le plan et quelques extraits significatifs de l'esprit de réconciliation des mémoires dans lequel les deux familles ecclésiales souhaitent vivre cette commémoration commune.

Chapitre I : Commémorer la Réforme dans le contexte de l'œcuménisme et de la mondialisation

« Il n'est plus satisfaisant de se contenter de répéter sur la Réforme les récits d'autrefois, qui présentaient les points de vue luthériens et catholiques séparément, et souvent en opposition. La mémoire historique sélectionne toujours à partir d'une grande abondance de faits historiques et construit les éléments sélectionnés en un tout significatif. Comme ces récits du passé racontaient pour la plupart des confrontations, il n'était pas rare qu'ils renforcent le conflit entre les confessions, et parfois qu'ils mènent à une hostilité ouverte. » (n° 8)

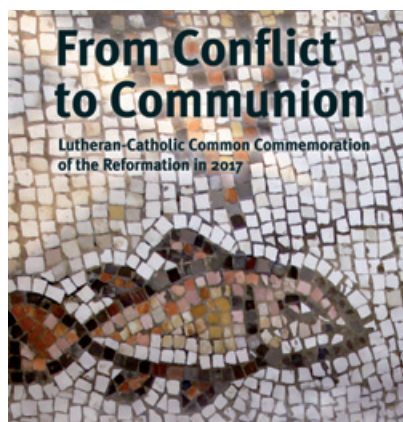
Chapitre II : Perspectives nouvelles sur Martin Luther et la Réforme

« Le dialogue œcuménique entraîne à se convertir à partir de schémas de pensée qui ont leur origine dans les différences entre les confessions, et les font ressortir. Tandis que dans le dialogue, les partenaires regardent d'abord ce qu'ils ont en commun et évaluent seulement ensuite la signification de leurs différences. Cependant, ces différences ne sont ni négligées, ni traitées avec désinvolture, car le dialogue œcuménique est la recherche en commun de la vérité de la foi chrétienne. » (n° 34)

Chapitre III : Aperçu historique de la Réforme luthérienne et de la réaction catholique

« Aujourd'hui nous pouvons raconter ensemble l'histoire de la Réforme luthérienne. Même si luthériens et catholiques

ont des points de vue différents, grâce au dialogue œcuménique ils peuvent dépasser les herméneutiques traditionnelles, anti-protestante ou anti-catholique, pour trouver une façon commune de se remémorer les événements passés. » (n° 35)



Chapitre IV : Thèmes fondamentaux de la théologie de Martin Luther à la lumière des dialogues luthéro-catholiques

« Dans ce chapitre, catholiques et luthériens présentent ensemble quelques-unes des principales affirmations théologiques développées par Martin Luther. Cette présentation en commun ne veut pas dire que les catholiques sont d'accord avec tout ce qu'a dit Martin Luther, tel que nous le présentons ici. Il est nécessaire de poursuivre le dialogue œcuménique et la recherche d'une compréhension mutuelle. Mais nous avons atteint une étape dans notre cheminement œcuménique qui nous permet de présenter ensemble ce récit. » (n° 92)

Chapitre V : Appelés à la commémoration commune

« Puisque catholiques et luthériens sont liés entre eux dans le Corps du Christ en tant que membres de ce Corps, ce que Paul dit d'eux en 1 Cor 12,26 est vrai : "Si l'un des membres souffre, tous partagent sa souffrance ; si un membre est glorifié, tous les membres partagent sa joie." Ce qui affecte un membre du Corps affecte aussi les autres. C'est la raison pour laquelle, lorsque les luthériens font mémoire des événements qui ont conduit à la formation de leurs Églises, ils ne veulent pas le faire sans leurs frères catholiques. En faisant mémoire ensemble des débuts de la Réforme, ils prennent leur baptême au sérieux. » (n° 221)³

Chapitre VI : Cinq impératifs œcuméniques

« Catholiques et luthériens comprennent qu'ils appartiennent, avec les communautés dans lesquelles ils vivent leur foi, à l'unique Corps du Christ. Chez les luthériens et les catholiques, la conscience se fait jour que les luttes du XVI^e siècle sont terminées. Les raisons de condamner mutuellement la foi les uns des autres ont été abandonnées en chemin. » (n° 238)

© Traduction : *Unité des Chrétiens*

¹ Cette commission rassemble des théologiens luthériens et catholiques. Il est intéressant de noter que celui qui l'a présidée du côté catholique, l'évêque Gerhard Müller, est devenu préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi. Le P. Michel Fédou, sj, est le seul théologien français de cette commission.

² Publication en anglais et en allemand : Evangelische Verlagsanstalt (Leipzig) et Bonifatius (Paderborn). Au moment où nous bouclons ce numéro, nous ne disposons pas d'une traduction française officielle.

³ On trouvera en page 10 un extrait plus long de ce chapitre V.

Pour la réconciliation des mémoires

Histoire et mémoire. Approche philosophique

Professeur de philosophie¹, Gérard Malkassian s'interroge sur la manière dont l'histoire pourrait contribuer à réconcilier des mémoires antagonistes et, pour les Arméniens et les Turcs par exemple, rapprocher des communautés où s'affrontent des enjeux de mémoire.



Après des siècles d'indifférence, la philosophie, dans la seconde moitié du XX^e, s'est intéressée de près aux relations entre l'histoire et la mémoire. La question sera ici de savoir dans quelle mesure l'histoire, en tant que savoir, peut contribuer à rapprocher des communautés dont les mémoires sont en conflit.

Histoire et mémoire partagent un rapport intrinsèque au temps. Représentations présentes du passé, elles se nourrissent d'un paradoxe commun : chercher, traiter des traces présentes d'un passé qui n'est plus. Elles privilégient également un même mode de discours : le récit, et nous confrontent à son aporie : quelles garanties avons-nous que la narration du passé ne soit pas faussée par des défaillances ou des calculs plus ou moins troubles ?

La discipline historique a adopté une solution claire : elle s'est faite *savoir*. Une valeur la guide – la vérité – et une méthode, inspirée des sciences de la nature : collecte des faits (phase documentaire), explication-compréhension par recherche des causes (objectives) des événements et des raisons

(subjectives) de leurs acteurs, vérification par recoupements avec d'autres travaux. Certes, l'objet n'est plus observable, il est particulier, sélectionné (qu'est-ce qui est signifiant pour l'historien ?) et les conclusions, élaborées à partir d'indices concordants, ne peuvent jamais prétendre qu'à divers degrés de probabilité. Mais il n'en reste pas moins que, tout au long du processus, l'impératif d'objectivité domine : « Le bon historien n'est d'aucun temps ni d'aucun pays : quoiqu'il aime sa patrie, il ne la flatte jamais en rien. »

Cette sentence célèbre de Fénelon dénonce en même temps le péché originel de l'histoire : préserver l'intégrité d'une mémoire spécifique en se faisant l'instrument d'un pouvoir ou d'intérêts particuliers. L'histoire du savoir historique a consisté, pour l'essentiel, à se déprendre progressivement, douloureusement, dès la Renaissance, du poids d'une mémoire assujettie à la puissance. Elle a trop longtemps servi d'instrument de légitimation, par le passé revisité, d'un pouvoir, d'une domination ou d'une identité collective. Certes, un tel

usage mérite d'être étudié par une histoire critique, surtout lorsque le récit plus ou moins mêlé de fiction a été le principal vecteur de la construction symbolique de la conscience nationale, comme cela a été le cas avec les historiens classiques arméniens, à commencer par Moïse de Khorène². Mais la tâche d'une histoire rigoureuse n'est pas d'affirmer les visions prédéterminées du passé, elle est en revanche autorisée à les interroger.

La mémoire a son cours spontané mais c'est aussi une construction en devenir. En même temps qu'elle a été peu à peu exclue de la démarche historique, elle a été reconnue comme un secteur spécifique de recherches, au sein de l'histoire culturelle ou des mentalités. À ce titre, elle a pu enrichir la connaissance historique d'une ressource d'humanité et de sens qu'une approche invoquant à outrance la neutralité scientifique peut mutiler.

La mémoire est toujours une forme de conservation intéressée d'expériences passées. Elle est gouvernée, dit Paul Ricœur, par un impératif de fidélité à ce vécu révolu, qu'il s'agisse de reproduire

le plus exactement possible à partir des traces corticales, psychiques, matérielles qu'il a déposées. Dans cette tâche, la mémoire dispose d'un test de réussite : la *reconnaissance*. Celle-ci consiste en une certitude paradoxale, à la fois absolue et d'emblée discutable : quelle part d'illusion, volontaire ou non, comprend-elle, quelle dose d'insincérité ? Prenons le cas du *témoignage* : suprême gage d'authenticité de la narration du passé (modèle de la chronique), il incarne également une parole fragile, partielle, partielle qu'il est nécessaire de critiquer par la comparaison et l'interprétation. La tâche est délicate, compte tenu de la dimension identitaire propre à la mémoire, si l'on pense, avec John Locke, que la continuité des souvenirs « égocentrés » est le seul fondement fiable de l'identité du sujet en transformation constante. Pensons aux revendications parfois exorbitantes de mémoires en concurrence sur le terrain de la reconnaissance publique.

Maurice Halwachs³ nous a montré que toute mémoire individuelle est porteuse d'une mémoire collective, entrelacement de souvenirs particuliers façonnés par des valeurs communes et construisant l'identité d'un groupe sur le rappel d'événements fondateurs glorieux (la fondation de Rome) ou catastrophiques. Les religions apparaissent comme un type remarquable de perpétuation symbolique de hauts faits mais aussi de blessures collectives : « Souviens-toi de ce que t'a fait Amalek sur la route, quand vous sortiez d'Égypte, comment il est allé à ta rencontre et a coupé la retraite de tous ceux de chez toi qui étaient éclopés à l'arrière, alors que toi-même, tu étais épuisé et exténué. Ainsi, il n'a pas craint Dieu ! Lors donc que Iahvé, ton Dieu, t'aura procuré le repos, à l'abri de tous vos ennemis

d'alentour, dans le pays qu'il te donne en héritage pour le posséder, tu effaceras le souvenir d'Amalek de dessous les cieux, ne l'oublie pas ! » (Dt 25,17-19)

L'identité que propose ici la mémoire relève d'un devoir à la fois individuel et collectif (le peuple juif) et a pour axe une exigence de justice. Elle s'inscrit par nature dans un monde humain fait de conflits, de crimes, de souffrances et de ressentiments. Elle-même est conflictuelle : la mémoire du

L'historien est un citoyen qui peut intervenir sur le terrain où s'affrontent des enjeux de mémoire.

bourreau oppose ses raisons aux revendications de la victime.

L'histoire peut-elle, en vertu de sa position d'extériorité, réconcilier des mémoires en guerre, séparées par le crime, la souffrance souvent ressentis et reconfigurés de manière très dissymétrique dans chacun des deux bords, conformément à des impératifs, plus ou moins nobles, de préservation de son intégrité et d'une image de soi acceptable ?

Il ne faut pas attendre de l'histoire ce qu'elle ne peut plus légitimement fournir en tant que savoir critique : un grand récit unificateur de mémoires antagonistes, car nous sommes là dans un champ de bataille où l'identité des personnes, individuelles ou morales est en jeu, autour des valeurs de fidélité, d'authenticité et de justice. L'historien n'a que le souci d'impartialité et de vérité, il ne peut se faire juge, encore moins avocat

ou procureur. Un de ses impératifs primordiaux consiste à préserver sa discipline des instrumentalisation idéologiques auxquelles elle a été trop souvent soumise. Quoi qu'il fasse, pourvu qu'il travaille librement, il ne pourra éviter de se trouver parfois en porte-à-faux avec des représentations glorieuses ou douloureuses dans lesquelles se sont enfermées les collectivités, les puissances.

Cela dit, une coopération vertueuse peut s'enclencher. L'histoire doit d'abord s'arracher aux pressions de toutes sortes et revenir à l'analyse des faits pour, ensuite, faire remonter au grand jour des mémoires assassinées porteuses de vérités vécues. Longtemps, la corporation des historiens turcs, soutenue par des homologues turcologues étrangers, a été le fer de lance idéologique de la négation du génocide des Arméniens de 1915. Pourtant, à partir du moment où un ensemble de conditions, politiques, sociales et morales a été réuni, est apparue une génération de chercheurs indépendants qui ont entrepris à la fois un travail de rétablissement des faits et de valorisation de la mémoire tue du crime, étouffée de génération en génération, en particulier dans les campagnes et sur les plateaux de l'est anatolien.

On le voit, ainsi que le dit Ricœur, l'historien n'est pas seulement savant mais aussi un citoyen qui peut intervenir sur le terrain où s'affrontent des enjeux de mémoire. Ici, l'histoire menée sans arrière-pensée politique peut aider les mémoires à se désenclaver tout en s'approfondissant par la récupération d'expériences passées scellées, passées sous silence, chez soi ou l'autre. Cela n'est possible qu'à condition d'être sensible à ces traditions et de les étudier comme des objets culturels à part entière, pas plus comme de simples

appareils idéologiques que comme des mythes sacrés. Loin de menacer les identités constituées comme ensemble de valeurs, rituels, visions partagées du passé, elle peut contribuer à les renouveler sur un mode critique, tout en gagnant un regard plus précis et plus fin sur les réalités humaines étudiées.

Au-delà du devoir de mémoire, nécessaire, chez les descendants du bourreau, à l'égard des souffrances infligées par le passé, et sans cesse susceptibles d'être oubliées, niées, l'histoire appelle un *travail de mémoire*, qui exige le décentrement d'une vision héritée du passé, transformée au gré des expériences

et enjeux collectifs. Elle peut ainsi faciliter l'élaboration d'une *juste mémoire*, qui est aussi une mémoire morale à l'aune du *juste*, et que Paul Ricœur opposait tant au défaut qu'à l'abus de mémoire. Bien sûr, une réconciliation authentique nécessite, au-delà d'une reconnaissance réciproque du passé commun, un processus d'aveu de la faute et de pardon.

Seule une collaboration entre une histoire critique et une mémoire ouverte peut promouvoir, si cela s'accompagne d'une réelle volonté politique et éthique de reconnaissance des responsabilités, un dépassement des offenses passées

par un travail de *deuil*, qui signifie non leur oubli mais la libération de leur poids oppressant⁴.

GÉRARD MALKASSIAN

1 Auteur notamment d'une *Introduction à la philosophie morale*, Ellipses, 2002.

2 *Histoire de l'Arménie*, tr. Annie et Jean-Pierre Mahé, Gallimard, 1993.

3 *La Mémoire collective*, 1950¹, Albin Michel, 1997.

4 Pour aller plus loin, on pourra lire :

* Tzvetan TODOROV, « La mémoire devant l'histoire », in *Terrain*, 25 (1995).

* Krzysztof POMIAN, « De l'histoire, partie de la mémoire, à la mémoire, objet de l'histoire », in *Revue de métaphysique et de morale*, n° 1, mars 1998.

* Paul RICŒUR, *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, Seuil, 2000.

Évaluer le passé

228. Alors que joie et reconnaissance marquent la commémoration de 2017, elle doit également faire place, chez les luthériens comme chez les catholiques, à la douleur devant les échecs et les abus, la culpabilité et le péché présents dans les personnes et les événements dont on fait mémoire.

231. Quand catholiques et luthériens font mémoire ensemble des controverses théologiques et des événements du XVI^e siècle dans cette perspective, il faut qu'ils tiennent compte du contexte du XVI^e siècle. Luthériens et catholiques ne peuvent être blâmés pour tout ce qui s'est produit, certains événements du XVI^e siècle n'étant pas de leur responsabilité. Au XVI^e siècle, il y avait souvent des interférences entre convictions théologiques et pouvoir politique. Beaucoup d'hommes politiques utilisaient d'authentiques concepts théologiques pour atteindre leurs buts, et beaucoup de théologiens assuraient la diffusion de leurs conceptions théologiques par des canaux politiques. Dans ce champ complexe où de

nombreux facteurs étaient en jeu, il est difficile d'attribuer la responsabilité des conséquences de tel ou tel événement à des individus en particulier, et de les désigner comme coupables.

232. Les divisions du XVI^e siècle tiraient leurs racines de compréhensions différentes de la foi chrétienne, et étaient particulièrement porteuses de litiges puisqu'on pensait que c'était le salut qui était en jeu. Des deux côtés, les gens avaient des convictions théologiques qu'ils ne pouvaient abandonner. On ne peut pas blâmer quelqu'un de suivre sa conscience quand elle est formée par la Parole de Dieu et a atteint ses conclusions après une discussion sérieuse avec d'autres.

233. Tout autre chose est la façon dont les théologiens exposaient leurs convictions dans la bataille pour gagner l'opinion publique. Au XVI^e siècle, bien souvent les catholiques et les luthériens ont mal compris leurs adversaires, ils ont exagéré ou caricaturé leurs propos afin de les rendre ridicules. À maintes reprises, ils ont violé le huitième

commandement qui interdit de porter un faux témoignage contre son prochain. Même si les opposants ont parfois été honnêtes intellectuellement, leur volonté d'écouter l'autre et de prendre au sérieux son point de vue a été insuffisante. Dans les controverses on cherchait à réfuter ses adversaires et à être le vainqueur, en exacerbant souvent les conflits de manière délibérée plutôt que de chercher les points communs. Les préjugés et les incompréhensions ont joué un rôle important dans la manière de présenter l'autre partie. Ces oppositions ont été formalisées et transmises aux générations suivantes. On a ici de part et d'autre à regretter et à déplorer la manière dont les débats ont été menés. Aussi bien les luthériens que les catholiques sont responsables et cette culpabilité doit être confessée ouvertement lorsque l'on commémore les événements d'il y a 500 ans.

COMMISSION LUTHÉRO-CATHOLIQUE POUR L'UNITÉ, *Du conflit à la communion*, 2013.

© Traduction : *Unité des Chrétiens*

Réconciliation et guérison des mémoires

Prêtre anglican, Michael Lapsley a payé le prix fort dans son combat contre l'apartheid en Afrique du Sud¹. Il a fondé l'Institut pour la guérison des mémoires pour aider les victimes de traumatismes à se réconcilier avec leur histoire.

Les divisions et les différences à l'intérieur des Églises, ou entre elles, renvoient très souvent à des rivalités politiques ou philosophiques de la famille humaine en général. Ces querelles ont parfois produit des scissions dans l'Église, le cas le plus connu étant sans doute celui du grand schisme de 1054, qui a conduit à la séparation entre ce qui est devenu l'Église orthodoxe et l'Église catholique romaine. Même s'il y avait dans le domaine théologique des différences qui ont mené à cette fracture, le conflit portait aussi sur des questions qui touchaient au pouvoir impérial, à une époque où l'Église était tout autant un pouvoir séculier qu'une institution religieuse. Autre exemple : le christianisme est arrivé en Angleterre au VII^e siècle, mais presque mille ans plus tard, au XVI^e siècle, l'Église d'Angleterre s'est séparée de l'Église catholique romaine, et cela d'abord parce que le monarque anglais Henri VIII avait rejeté la juridiction de Rome. La compétition politique a eu bien plus de poids que n'importe quel désaccord théologique.

Malheureusement, nous autres êtres humains héritons parfois de sentiments de supériorité ou d'animosité qui trouvent leur origine dans des conflits historiques qui ont perdu toute signification dans le monde d'aujourd'hui, le passé continuant par là même à empoisonner le présent. Parfois des divisions anciennes prennent une

signification nouvelle à la lumière de conflits contemporains qui ont peu à voir avec la foi, mais sont en fait d'origine raciale, politique ou économique. Ainsi, à cause notamment du colonialisme, des divisions historiques qui ont surgi dans le contexte politique européen il y a plusieurs siècles refont surface, à l'intérieur des Églises aussi bien qu'entre elles, en Afrique, en Asie et en Amérique latine au XXI^e siècle. Pourquoi, par exemple, un catholique africain devrait-il considérer un anglican africain comme « séparé » ? Ces postures culturelles ont été importées d'un autre monde, et l'on a plaqué par la suite des interprétations théologiques.

En Jean 17,21, parlant de ceux qui croient en lui, Jésus prie son Père « qu'ils soient un, comme nous sommes un ». Il faut que nous réfléchissions à nos théologies pour nous demander si elles sont étroites et fermées, ou bien larges et ouvertes. Tout au long de l'histoire de l'Église, il y a eu d'une part des divisions et des différences, et d'autre part un combat pour l'unité. Au XX^e siècle, nous avons eu non seulement le développement de l'œcuménisme mais aussi le mouvement interreligieux qui prend en compte des éléments communs à toutes les grandes traditions religieuses. Les Latino-Américains utilisent le terme de « macro-œcuménisme » pour parler de cette nouvelle inclusivité.

La résistance à l'apartheid en Afrique du Sud

L'apartheid était un système foncièrement mauvais, basé sur la suppression par la violence des Noirs par une minorité de Blancs, dont un bon nombre se considérait comme supérieurs dans tous les domaines. L'étude du rôle de l'Église sud-africaine dans la lutte pour briser les chaînes de l'apartheid est instructive. Cette lutte a occupé ma vie pendant de nombreuses années, comme prêtre et comme défenseur des libertés. Elle nous apprend comment certains peuvent utiliser l'Église pour soutenir l'oppression, tandis que d'autres membres de la communauté chrétienne promeuvent la justice et la liberté. D'autres encore cherchaient un juste milieu. Mon expérience illustre de façon éclatante comment l'Église peut elle-même devenir un terrain de litiges – ainsi que cela s'est produit au Zimbabwe. Là, l'État a essayé de diviser l'Église pour servir ses propres intérêts, et un grand nombre de bâtiments d'Église jusqu'à très récemment étaient fermés et cadenassés, et les gens n'avaient pas le droit d'enterrer leurs morts dans les cimetières où reposaient leurs ancêtres. Sous le régime de l'apartheid l'État était arc-bouté sur la religion et se présentait lui-même comme la manifestation terrestre de la volonté de Dieu. L'Église hollandaise blanche (réformée), à



son tour, se croyait consacrée par Dieu comme Son interprète, et était devenue un des principaux défenseurs de l'apartheid. Ainsi par exemple, quand des opposants étaient arrêtés et jugés pour des motifs politiques, les magistrats s'appuyaient particulièrement sur un verset des Écritures : « Que tout homme soit soumis aux autorités qui exercent le pouvoir, car il n'y a d'autorité que par Dieu et celles qui existent sont établies par lui. Ainsi, celui qui s'oppose à l'autorité se rebelle contre l'ordre voulu par Dieu, et les rebelles attireront la condamnation sur eux-mêmes. » (Rm 13,1)

En même temps il est important de dire qu'il y avait des Églises, et un grand nombre de chrétiens, mais aussi des fidèles d'autres religions ou convictions, qui n'admettaient aucun compromis dans leur résistance à l'apartheid, en payant parfois le prix fort. Bien souvent un fort sentiment d'unité rassemblait ceux qui se battaient pour la liberté et la justice, et cette unité transcendait les différences doctrinales et les appartenances politiques. J'avais davantage en commun avec ceux avec lesquels je me trouvais « dans les tranchées » qu'avec ceux qui s'agenouillaient à côté de moi à l'autel.

Le prix du combat contre l'apartheid

En 1973, jeune prêtre anglican envoyé par ma congrégation², j'ai quitté la Nouvelle Zélande pour l'Afrique du Sud. Profondément troublé par l'apartheid, j'étais aussi un pacifiste engagé. Pourtant j'ai compris très vite que les Écritures qui étaient le fondement de ma foi étaient transformées en une arme idéologique au service du Mal. Après avoir été témoin pendant quelques années de violences, de

tortures et de massacres, je passai par une profonde crise spirituelle d'où j'émergeai avec la conviction que le mouvement de libération était la manière juste de vivre, à ce moment-là et en cet endroit-là, le message d'amour et de justice de l'Évangile. Comment pouvais-je continuer à me faire l'avocat de la non-violence alors que des écoliers étaient mitraillés ? Dans ce cas le pacifisme était intenable et j'en conclus que les gens avaient le droit de se défendre eux-mêmes contre la violence aveugle. Prêcher autrement aurait consisté à inviter les Sud Africains noirs à être complices de leur propre mort, et le mouvement de libération est devenu le combat de toute ma vie. Cet engagement m'a mis en conflit avec l'État ségrégationniste, mais aussi avec certains membres de la hiérarchie anglicane. Ce qui a sans doute été le plus douloureux est que, dans ma propre congrégation, on m'évitait et même on refusait de dormir sous le même toit que moi, soi-disant parce qu'en m'opposant à l'apartheid je constituais un danger pour mes frères. Certains ont donc envoyé une lettre au responsable de ma congrégation au Royaume Uni, demandant à ce que je sois expulsé du Lesotho où je vivais à l'époque, et ne sois plus jamais autorisé à remettre le pied sur le continent africain. Le problème était en fait que ce qu'ils voyaient comme mes critiques de leur complicité et de la passivité de l'Église, voire même, dans certains cas, de son soutien implicite de l'apartheid, les mettaient mal à l'aise. Heureusement, le responsable de ma congrégation avait un point de vue complètement différent de celui de mes frères en Afrique du Sud et il me soutint à fond. Et même, ironie de l'histoire qui montre que même l'Église est capable de changer, je

suis depuis neuf ans responsable de ma congrégation pour l'Afrique du Sud.

Comme nombre de mes camarades de combat pour la libération, les forces de sécurité de l'État ségrégationniste m'avaient repéré pour m'assassiner. En 1990, pendant que je vivais en exil au Zimbabwe, j'ai reçu une lettre piégée dans l'explosion de laquelle j'ai perdu les deux mains et un œil. Il est important pour moi de dire que, pendant que la bombe explosait, j'avais le sentiment de la présence de Dieu auprès de moi. Et, ironie du sort, pendant que je me remettais de mes blessures, les négociations entre le gouvernement de l'apartheid et le mouvement de libération ont initié un processus qui a finalement conduit à une nouvelle Afrique du Sud, démocratique.

Pour la guérison des mémoires

En 1992, lourdement handicapé à vie, j'ai pu retourner en Afrique du Sud après un exil de seize ans, et l'année suivante je suis devenu aumônier du Centre de traumatologie pour les victimes de violences et de tortures de la ville du Cap. Nous avions remporté la victoire et libéré le peuple d'Afrique du Sud, Blancs et Noirs, mais cela avait un prix très lourd. J'ai vite compris que de nombreuses personnes avaient été blessées, et chacune avait une histoire à raconter, de quelque bord du conflit qu'elle fût. Au cours d'un travail avec un groupe interreligieux au Centre de traumatologie, nous avons conçu un parcours de guérison sur un week-end, qui donnait aux gens la possibilité de faire reconnaître leur souffrance et d'être honorés pour leurs sacrifices sous le régime d'apartheid. Nous

l'avons appelé « Atelier de guérison des mémoires ».

Dans un cadre spirituel sécurisant, les récits sont accueillis avec respect dans une atmosphère d'écoute paisible et confidentielle. La plupart des gens qui viennent à nous n'ont jamais pu raconter leur histoire auparavant et la reconnaissance de la souffrance subie est une première étape-clé vers la guérison. C'est pourquoi, par exemple, les excuses publiques des gens haut placés sont si importantes pour les victimes. Mais j'avais aussi appris des Samis du Nord de la Norvège que, même si l'Église avait exprimé des excuses pour son rôle dans leur oppression, ces excuses avaient perdu de leur valeur parce, dans la culture dominante, les outrages subis étaient tout simplement ignorés. Il faut donc non seulement reconnaître les faits, mais aussi les faire connaître.

Notre approche est à la fois spirituelle et ouverte à tous. Chacun est accueilli, quelle que soit sa croyance – ou son incroyance. Les ateliers sont animés par des médiateurs formés, qui viennent de la région. Des réactions émotionnelles fortes sont rendues possibles, souvent pour la première fois. On encourage les personnes à réfléchir non seulement à ce qui leur a été fait, mais à ce qu'elles ont fait aux autres, et à ce qu'elles n'ont pas réussi à faire. Nous ne promettons qu'un premier pas en avant dans ce qui peut être un long processus de guérison, mais pour certains ce pas est un pas de géant. L'expérience atteint son point culminant dans une célébration commune avec chants, danses, textes rédigés par les participants eux-mêmes. En un sens cette célébration et l'atelier dans son ensemble peuvent être vus comme une liturgie tournée vers l'avenir, dans l'espérance.

Se sentant compris et reconnus, les gens se remettent en marche, délivrés de leur fardeau et rendus plus forts, capables de redevenir acteurs de leur histoire, plutôt que de la subir.

À mesure que notre travail se faisait connaître, des invitations ont commencé à affluer de nombreux pays et finalement nous avons fondé notre organisme à but non lucratif en Afrique du Sud : l'Institut pour la guérison des mémoires³. Notre

Nous ne promettons qu'un premier pas en avant dans ce qui peut être un long processus de guérison.

succès a montré que la méthode n'est ni dépendante d'une culture donnée ni limitée à l'apartheid, sans aucun doute parce que l'atelier ne crée qu'un vaste contenant mais que le contenu est fourni par les participants eux-mêmes. Nous travaillons maintenant dans des contextes aussi divers qu'un refuge pour femmes battues ou handicapées à New York, un centre social au cœur de l'Australie au service des victimes de la « Génération volée »⁴, et un programme piloté par l'Église en faveur des indigènes Samis dans le Nord de la Suède. L'Institut a dorénavant une activité de conseil auprès d'Églises et d'autres institutions religieuses ; il établit des partenariats avec des ONG et des gouvernements. Nous organisons des ateliers et formons des médiateurs dans de nombreux pays qui luttent contre les conséquences de guerres, de

conflits religieux, ethniques ou politiques, ou bien qui font face aux nombreux visages de l'injustice. Les groupes dont nous nous occupons sont des survivants de la violence sous toutes ses formes, des réfugiés, des personnes avec des handicaps, des malades du HIV-Sida, des détenus, des anciens combattants sans domicile.

Nous ne prêchons pas le pardon ou la réconciliation, car cela peut être contre-productif, en particulier pour des personnes profondément traumatisées. Cependant, lorsque dans un groupe il y a des gens qui viennent de bords opposés dans un litige ou un conflit, ils sont parfois surpris par leur capacité à éprouver de l'empathie envers quelqu'un qu'ils regardaient au début comme un adversaire. Dans certains cas même, de touchantes scènes de réconciliation dissolvent des années d'amertume et d'*estrangement*, et ainsi nos ateliers favorisent-ils non seulement des guérisons individuelles, mais créent aussi de la compréhension mutuelle et contribuent à faire naître un sens de la communauté plus large, plus ouvert. C'est sans aucun doute pourquoi on nous demande d'intervenir dans le monde entier, dans des contextes – laïcs ou religieux – si différents.

Michael LAPSLEY

traduit de l'anglais par Catherine AUBÉ-ELIE

1 On pourra lire : Michael LAPSLEY, *Redeeming the Past. My Journey from Freedom Fighter to Healer*, Orbis Books, 2012.

2 Michael Lapsley est membre d'une congrégation religieuse anglicane, la Society of the Sacred Mission, fondée à Londres en 1893. [NDLR]

3 Cf. www.healing-memories.org.

4 En Australie les « Générations volées » désignent les enfants d'Aborigènes enlevés de force à leurs parents par le gouvernement et placés dans des orphelinats ou confiés à des missions chrétiennes ou à des familles d'accueil blanches. [NDLR]

Construire ensemble un récit et une liturgie de réconciliation

L'expérience des luthériens et des mennonites

Pour favoriser leur rapprochement, luthériens et mennonites ont cherché à réconcilier des souvenirs opposés en construisant un récit commun. Aujourd'hui secrétaire du Forum chrétien mondial, le pasteur Larry Miller était secrétaire général de la Conférence mennonite mondiale pendant ce processus de réconciliation avec la Fédération luthérienne.



Le dialogue entre les luthériens et les mennonites a débuté dans les années 1520, avant que les limites entre les « Églises d'État » et les « Églises libres » n'aient été exactement définies. Cependant, dans ce contexte historique, les difficultés du dialogue étaient insurmontables. Il en résulta non pas l'unité mais au contraire la séparation et parfois même la condamnation et l'exécution d'anabaptistes-mennonites.

Cependant, vers la fin du XX^e siècle et au cours de la première décennie du XXI^e siècle, les luthériens et les mennonites se sont retrouvés sur le sentier du dialogue. Ce sentier – ce pèlerinage commun – semble comporter quatre étapes :

- de la condamnation au dialogue ;
- du dialogue à la réconciliation ;
- de la réconciliation à l'engagement réciproque ;
- de l'engagement réciproque au dialogue renouvelé.

Première étape: de la condamnation au dialogue

Après les affrontements du XVI^e siècle, les luthériens et les mennonites ne reprirent pas le dialogue de manière marquante avant 1980. Cette année-là, les luthériens allemands et français invitèrent les mennonites à participer aux festivités qui

marquèrent le 450^e anniversaire de la Confession d'Augsbourg. Conscients des condamnations énoncées contre les anabaptistes – que les mennonites considèrent comme leurs ancêtres spirituels – dans le texte de la Confession, les représentants des mennonites allemands hésitèrent à accepter l'invitation. Comment pourraient-ils célébrer leur propre condamnation, demandèrent-ils aux responsables luthériens. Ceux-ci, peu conscients pour la plupart des condamnations des anabaptistes et de leurs douloureuses conséquences pour les mennonites au fil des siècles, furent profondément émus.

La Fédération luthérienne mondiale (FLM), réunie en assemblée quatre ans plus tard, envoya des salutations à la Conférence mennonite mondiale (CMM) dont le rassemblement avait lieu à peu près au même moment. Les responsables de la FLM dirent dans ce message : « Malgré nos différences théologiques concernant le saint baptême, nous tenons à exprimer notre désir de surmonter les condamnations du passé au travers d'un processus de dialogue, afin de parvenir à nous reconnaître mutuellement dans la liberté en tant que frères et sœurs dans le corps indivisible du Christ »¹.

C'est cependant au niveau national qu'une prise de conscience grandissante du caractère problématique de la condamnation des anabap-

tistes et des conflits doctrinaux existant entre luthériens et mennonites aboutit à un dialogue officiel : en France (1981-1984) ; en Allemagne (1989-1992) ; et aux États-Unis (2001-2004). Ces conversations au niveau national ne se contentèrent pas d'aborder les questions émanant de leur contexte théologique et ecclésiologique, elles mirent aussi en évidence la nécessité d'un dialogue entre luthériens et mennonites au niveau international.

En 2002 le comité permanent pour les affaires œcuméniques de la FLM et le comité exécutif de la CMM approuvèrent une recommandation commune de mettre en place une commission d'études luthéro-mennonite internationale. Cette commission d'étude se réunit une fois par an pendant une semaine de 2005 à 2008. En 2009 et au début de 2010 un groupe restreint paracheva la rédaction du rapport de la commission².

Deuxième étape : du dialogue à la réconciliation

Lorsque la Fédération luthérienne mondiale et la Conférence mennonite mondiale mirent le dialogue international en route, elles croyaient que la commission d'étude n'aurait qu'à passer en revue les conversations au niveau national et à les approuver globalement. Mais une analyse approfondie des

rapports nationaux effectuée lors de la première réunion de la commission mit en évidence des différences significatives entre eux – des différences au niveau de l'approche, des accents et des conclusions.

Au vu de ces différences, la commission d'études décida d'entreprendre une évaluation soignée de toutes les condamnations des anabaptistes contenues dans la Confession d'Augsbourg, se posant la question de savoir si elles décrivaient les anabaptistes du XVI^e siècle avec exactitude et si elles s'appliquaient aux Églises membres de la Conférence mennonite mondiale aujourd'hui. La commission prit soin de tenir compte aussi des changements dans la théologie et la pratique luthérienne et mennonite entre 1530 et le présent.

La commission commune arriva à la conclusion que la plupart des condamnations des anabaptistes dans la Confession d'Augsbourg se fondaient sur une conception inexacte des positions anabaptistes. Cependant, concernant les articles 9 (sur le baptême) et 16 (sur l'autorité civile), les membres de la commission constatèrent qu'il y avait de véritables désaccords au XVI^e siècle et que de véritables désaccords demeuraient au XXI^e siècle. Ils posèrent néanmoins la question : est-ce que les mennonites aujourd'hui tombent encore sous le coup des condamnations de la Confession d'Augsbourg ? Autrement dit, la question qui se posait était : comment les condamnations des anabaptistes devraient-elles être interprétées et appliquées aux mennonites aujourd'hui par les luthériens ?

La commission souhaitait trouver une solution qui puisse « honorer l'autorité durable de la Confession d'Augsbourg au sein de la tradition luthérienne tout en reconnaissant la continuité historique qui relie les anabaptistes condamnés par la Confession avec les mennonites

contemporains »³.

La solution trouvée par la commission fut d'écrire ensemble un nouveau récit des relations entre anabaptistes et luthériens au XVI^e siècle – un récit sur lequel les luthériens et les mennonites d'aujourd'hui puissent se mettre d'accord et dans lequel les deux Églises reconnaissent leur propre histoire. Autrement dit, plutôt que d'essayer d'abord de réconcilier des positions théologiques divergentes, la commission d'étude se donna pour tâche de commencer par réconcilier des souvenirs opposés en construisant un récit commun

Se souvenir ensemble d'une manière juste implique un engagement réciproque à raconter les détails historiques le plus honnêtement possible.

des débuts luthériens et mennonites qui avaient été marqués par le conflit et la violence.

Les membres de la commission qualifièrent parfois cet exercice de « souvenir juste »⁴. Se souvenir ensemble d'une manière juste implique un engagement réciproque à raconter les détails historiques le plus honnêtement et le plus exactement possible, de manière à ce que chaque groupe puisse se reconnaître dans l'histoire qui s'en dégage. Ce « souvenir juste » exige aussi « un engagement à ce que ma propre histoire puisse être jugée par le drame plus large du mouvement de Dieu dans l'histoire. Cela exige de tous les participants qu'ils soient attentifs à ce que le don de la grâce de Dieu

célébré dans leur propre tradition ne puisse être séparé de la confession des péchés commis dans cette même tradition »⁵.

Quelle devait alors être l'étape suivante sur le chemin du dialogue parcouru ensemble par les luthériens et les mennonites suite à ce « souvenir juste » ? Fallait-il aller vers une phase de conversation théologique et passer directement de la reconstruction historique à la comparaison doctrinale en se concentrant sur les thèmes identifiés comme facteurs de séparation entre les Églises, non seulement au XVI^e siècle mais encore aujourd'hui ? La réponse de la commission d'étude fut : « non, la prochaine démarche de notre cheminement n'est pas davantage de dialogue théologique mais c'est la réconciliation des Églises – la repentance et le pardon ».

Troisième étape : de la réconciliation à l'engagement réciproque

La Fédération luthérienne mondiale et la Conférence mennonite mondiale accueillirent avec gratitude et sérieux les recommandations de la commission d'étude internationale. C'est ainsi que le 22 juillet 2010, la FLM demanda pardon à la CMM qui accorda ce pardon. La cérémonie de réconciliation eut lieu sous la forme d'une action officielle de la part de la FLM et d'une réponse officielle de la part de la CMM lors d'une session plénière du rassemblement mondial de la FLM, suivie d'un culte célébré en commun.

La session plénière et la cérémonie se firent suite sans transition. Comme le dit l'évêque Mark Hanson, alors président de la FLM, dans une interview après la cérémonie, il ne s'agissait pas seulement de paroles sur la réconciliation. Il s'agissait d'une profonde expérience de réconciliation, accueillie et parfois répétée au niveau national et local dans le monde entier dans les mois qui suivirent, non seulement

dans les pays du Nord mais aussi dans des endroits aussi divers que Buenos Aires en Argentine et Bulawayo au Zimbabwe.

Deux dimensions de la cérémonie de réconciliation méritent d'être soulignées : elle fut largement œcuménique et délibérément publique.

La réconciliation luthéro-mennonite eut lieu dans le contexte de la journée œcuménique de l'assemblée de la FLM et se déroula donc dans le contexte de l'Église au sens large. Les responsables d'autres communions mondiales, comme le cardinal Kasper

du Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens, l'archevêque de Cantorbéry et le secrétaire général de la Communion mondiale des Églises réformées étaient présents aux événements du 22 juillet. La plupart de ces responsables, y compris le secrétaire général du Conseil œcuménique des Églises, firent allusion à la réconciliation entre luthériens et mennonites dans leurs salutations à l'assemblée, en élargissant ainsi sa signification pour tout le Corps du Christ.

Mais la réconciliation luthéro-

mennonite ne fut pas seulement ecclésiale. Elle eut un caractère délibéré et résolument public, avec un large écho dans les médias. Le premier paragraphe du document de la FLM intitulé *Action concernant l'héritage de la persécution des "anabaptistes" par les luthériens* se termine ainsi : « La Fédération luthérienne mondiale, communion d'Églises, souhaite exprimer publiquement son profond regret et sa tristesse ». Comme on le voit ici et dans d'autres cas, la reconnaissance publique de torts infligés par l'Église dans le passé contribue à guérir les re-

Regarder vers l'avenir : aller au-delà des condamnations

Les luthériens d'aujourd'hui peuvent-ils demander pardon pour le mal fait par leurs ancêtres spirituels aux anabaptistes ? Et les mennonites d'aujourd'hui peuvent-ils pardonner quelque chose dont leurs ancêtres spirituels ont eu à souffrir il y a des centaines d'années ? D'autre part, chacune des deux confessions a un profond sens de solidarité avec ses ancêtres spirituels. Les luthériens aujourd'hui sont très reconnaissants pour l'enseignement de l'Évangile qu'ils ont reçus de Martin Luther, et ils sont toujours liés à sa compréhension de la Parole de Dieu, en particulier telle qu'elle s'exprime dans la Confession d'Augsbourg et d'autres documents confessionnels luthériens. Mais les luthériens actuels se sentent aussi responsables pour critiquer les « mauvais côtés » des idées et des actions des réformateurs, en particulier parce que les descendants des victimes ne les ont pas oubliés. [...] Ainsi les luthériens, à l'exemple des exilés qui

étaient de retour dans Néhémie 9 osent demander pardon pour le mal que leurs ancêtres du seizième siècle ont fait aux anabaptistes, pour avoir oublié ou ignoré cette persécution dans les siècles suivants, et pour toutes les caricatures peu appropriées, trompeuses et blessantes des anabaptistes et mennonites dues à des auteurs luthériens, dans des publications populaires et universitaires, jusqu'à l'époque actuelle.

Parfois, les mennonites ont réduit les contributions théologiques des réformateurs luthériens à leurs arguments composés à la hâte contre les anabaptistes, négligeant ainsi leurs très importants apports à l'Église chrétienne et, aussi, à la tradition anabaptiste-mennonite elle-même. Pareillement, les versions mennonites de l'histoire de leurs martyrs – dites dans le but de souligner l'identité du groupe – ont parfois réduit l'histoire

complexe du seizième siècle à un simple rapport moral entre le bien et le mal, dans lequel les acteurs de l'histoire sont aisément identifiés soit comme semblables au Christ, soit comme violents. De façon semblable, nous reconnaissons que les mennonites ont parfois revendiqué la tradition du martyr comme un signe de supériorité chrétienne et entretenu une identité enracinée dans la victimisation qui a favorisé un esprit d'autosatisfaction et d'arrogance et nous a rendus aveugles aux faiblesses et aux échecs qui sont aussi une trame profonde de notre tradition. Nous reconnaissons aussi, avec un profond regret, que dans le climat religieux combatif du seizième siècle, certains anabaptistes ont employé un langage qui caricaturait leurs opposants, parfois mettant en question leur intégrité chrétienne, ou même les associant avec l'Antéchrist.

Guérir les mémoires : se réconcilier en Christ
p. 104-105 et 109-110

lations présentes et rend les Églises responsables de tenir leurs engagements. Par ailleurs c'est un témoignage rendu à l'Évangile de paix et cela rend l'unité de l'Église plus visible.

Cependant, ce qui mérite d'être souligné le plus quand on réfléchit au lien entre le dialogue et la communion, ce sont les engagements pris lors de l'acte de réconciliation. En effet, non seulement la Fédération luthérienne mondiale demanda pardon pour le passé, mais elle prit aussi d'importants engagements envers les mennonites pour l'avenir. Et non seulement les représentants de la Conférence mennonite mondiale accordèrent leur pardon pour ce qui s'était passé au fil des siècles, mais ils prirent eux aussi des engagements vis-à-vis des luthériens pour la période à venir⁶.

Quelle portée ces engagements ont-ils ? On ne peut pas dire qu'ils constituent une déclaration de communion ecclésiale. Mais ils représentent la déclaration d'une relation approfondie et rendue visible de manière précise et concrète. Pris ensemble, ces engagements peuvent être compris comme constituant une sorte d'alliance implicite à réaliser dans les années à venir. Et, avec la réconciliation déjà réalisée, ils renvoient au dialogue théologique sur une base nouvelle et plus saine.

Quatrième étape : de l'engagement réciproque à un dialogue renouvelé

La réconciliation entre la FLM et la CMM comprenait un engagement réciproque à reprendre le dialogue pour examiner les thèmes non résolus entre les deux confessions. De plus, les deux confessions s'engagèrent à dialoguer dans un esprit d'ouverture, à vouloir apprendre les uns des autres, à ne pas chercher à se protéger, à être sensibles au mouvement de l'Esprit.

La prochaine démarche pour tenir ces engagements fut donc d'abord la question du baptême – le thème le plus difficile, qui avait été mis de côté en attendant la réconciliation.

Au lieu du format classique adopté d'habitude pour le dialogue entre les communions mondiales, on décida que celui-ci serait trilatéral et que l'Église catholique y participerait aussi. Lorsque le Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens proposa que la deuxième phase du dialogue entre catholiques et mennonites⁷ se concentre sur la question du baptême, les mennonites proposèrent d'en faire une conversation trilatérale, avec la participation de la Fédération luthérienne mondiale.

Il s'agit pour les trois communions d'une voie de dialogue encore inexplorée. Tous sont habitués aux méthodes, aux joies et aux problèmes des conversations bilatérales. Une table triangulaire implique une certaine imprévisibilité, bien sûr, mais, comme l'a dit le Pasteur Martin Junge, secrétaire général de la FLM, « il y a là aussi une promesse : que nos communautés de foi soient surprises et fortifiées dans la manière dont elles proclament la grâce de Dieu et dont nous concevons la vie de disciple. Nous sommes encouragés par l'impact de notre action vis-à-vis des mennonites qui a dépassé des deux côtés les limites des processus de réception habituels, nous croyons que le moment est venu de prendre le risque de faire quelque chose de nouveau – confiants que cela puisse être fructueux »⁸. Ce dialogue trilatéral catholique/luthérien/mennonite, qui durera cinq ans, a commencé en décembre 2012 à Rome.

Conclusion

En résumé, le pèlerinage commun du dialogue des luthériens et des mennonites met en évidence quatre

étapes : de la condamnation au dialogue, du dialogue à la réconciliation, de la réconciliation à l'engagement réciproque et de l'engagement réciproque à un dialogue renouvelé. Je pense que ceux qui avancent sur un tel chemin feront toujours de nouveau l'expérience de la deuxième, de la troisième et de la quatrième étapes. J'espère cependant que les Églises qui ont dépassé le stade de la condamnation ne reviendront plus jamais en arrière sur ce chemin.

On peut aussi penser, à la lumière de l'expérience luthéro-mennonite, que deux facteurs particulièrement importants permettent d'avancer ensemble sur le chemin du dialogue tout en créant les conditions d'un large assentiment populaire : (1) la construction d'un récit historique commun et (2) une cérémonie publique de réconciliation – de repentance, de pardon et d'engagement réciproque. Sans ces deux éléments, le chemin vers l'unité risque de devenir plus tortueux ou même de se terminer en cul-de-sac.

Larry MILLER

1 FÉDÉRATION LUTHÉRIENNE MONDIALE & CONFÉRENCE MENNONITE MONDIALE, *Guérir les mémoires : se réconcilier en Christ. Rapport de la Commission internationale d'études luthéro-mennonite*, Genève et Strasbourg, 2010, p. 12. Ce rapport est disponible sur le site internet de l'assemblée de la FLM (www.flm-assembly.org) et sur celui de la CMM (www.mwc-cmm.org).

2 *Guérir les mémoires : se réconcilier en Christ. Rapport de la Commission internationale d'études luthéro-mennonite*.

3 John ROTH, « Mennonites and Lutherans Re-Remembering the Past », in *Lutheran Forum*, 44/1 (Spring 2010), p. 40.

4 « Right remembering » en anglais, langue principale de la Commission.

5 John ROTH, p. 40.

6 Par manque de place, on ne peut malheureusement pas donner le détail de ces engagements ici. Cf. les sites internet déjà indiqués.

7 Cf. le rapport de la première phase du dialogue international catholique-mennonite (1998-2003), *Appelés ensemble à faire œuvre de paix*, sur www.vatican.va ou sur www.mwc-cmm.org.

8 Martin JUNGE, « Report of the General Secretary », Conseil de la Fédération luthérienne mondiale, juin 2011, p. 12, sur www.lutheranworld.org.

La réconciliation des anglicans et des réformés en Angleterre

Pasteure de l'Église réformée unie en Angleterre, Fleur Houston retrace les démarches de réconciliation et de guérison des mémoires qui ont favorisé le rapprochement des anglicans et des réformés en Grande Bretagne.



Le 7 février 2012, l'abbaye de Westminster, témoin de tant d'événements historiques en Angleterre, a été le cadre d'une célébration très particulière. Près de 1400 fidèles étaient réunis. Les robes noires à rabat blanc des pasteurs réformés voisinaient avec les vêtements liturgiques rouges, noirs, blancs et or des anglicans. Des membres de l'Église réformée unie [*United Reformed Church*] côtoyaient des fidèles de l'Église d'Angleterre, et l'on pouvait aussi noter la présence de représentants d'autres Églises et fédérations d'Églises. Le secrétaire général de l'instance œcuménique Churches Together in England avait pris place dans la procession au côté du secrétaire général de la Communauté d'Églises protestantes en Europe.

Comme devait le rappeler le doyen de Westminster, on était rassemblé pour prier et pour faire mémoire du culte joyeux qui avait été célébré dans cette même abbaye quarante ans plus tôt au moment où naissait l'Église réformée unie de l'union de l'Église presbytérienne d'Angleterre et des Églises congrégationalistes en Angleterre et au Pays de Galles ; sans oublier l'adhésion, neuf ans plus tard, à cette Église unie de l'Association réformée des Églises du Christ ainsi que celle de l'Union congrégationaliste d'Écosse en l'an 2000.

Pas décisif dans le sens d'une unité visible, cette union marquait une étape significative dans l'histoire, si souvent fissipare, des Églises britanniques.

On était également rassemblé pour marquer, avec repentir, le 350^e anniversaire de la « Grande expulsion » [*Great Ejection*] de 1662 et la souffrance et la division tragique qu'elle avait générées. Mais il ne s'agissait pas d'en rester à ces tristes souvenirs. Ce culte était aussi un temps « de réconciliation, de guérison des mémoires et d'engagement mutuel ». Au plan symbolique ce rapprochement était manifesté dans la procession d'entrée par deux jeunes, représentants des deux Églises, qui portaient ensemble la grande Bible de l'abbaye. Ensuite les anglicans et les réformés se sont succédé au lutrin. L'archevêque de Cantorbéry a donné la prédication basée sur un passage de la lettre aux Éphésiens (Ép 4,13). Puis la présidente du synode national de l'Église réformée unie et l'archevêque anglican de York ont prononcé ensemble une litanie de pénitence. Enfin plusieurs membres des deux communautés ont lu un texte exprimant leur engagement mutuel à construire ensemble l'avenir.

Cette célébration de mémoire et de réconciliation marquait l'aboutissement du travail de trois années d'un groupe composé de délégués anglicans et réformés. Après avoir analysé le rapport de la Commis-

sion internationale de dialogue entre anglicans et réformés *Le règne de Dieu et notre unité* (1981-1984), ce groupe avait rédigé un document commun intitulé *Guérir le passé, construire le futur*. Ce texte cherchait à surmonter les facteurs de division entre les deux traditions ecclésiales et à redécouvrir leur unité dans la foi.

On y affirme que la recherche de la réconciliation doit s'appuyer sur une étude historique et théologique. D'abord l'histoire, qu'il n'est pas facile de relire. La séparation au XVII^e siècle entre d'un côté les anglicans et de l'autre, les « dissidents » - c'est-à-dire les protestants indépendants - est une histoire douloureuse. Lors de la restauration de la monarchie en 1660, la structure épiscopale de l'Église d'Angleterre est aussi restaurée. Par la Loi d'Uniformité [*Act of Uniformity*] de 1662, un ultimatum était envoyé à tout le clergé : au jour de la saint Barthélémy (24 août) 1662, tous devaient avoir accepté le Livre des prières publiques [*Book of Common Prayer*] et les Trente-Neuf Articles de Religion. Ceux-ci « sont de courtes affirmations dogmatiques touchant des points controversés au sein de l'Église d'Angleterre... Ils ne sont pas l'équivalent de la Confession d'Augsbourg ou des Confessions de foi des Églises réformées du continent »¹. Ceux qui déclaraient leur adhésion devaient dès lors utiliser la liturgie du Book of Common Prayer dans le culte et

accepter l'ordination épiscopale. Plus de deux mille ministres refusèrent et furent exclus de l'Église établie [anglicane]. Eux et leurs familles furent privés de salaire et de gîte. Ils formeront les Églises presbytériennes, baptistes et congrégationalistes. Les mesures prises [*Test Acts*] contre ceux qui n'étaient pas membres de l'Église établie étaient sévères : jusqu'au premier quart du XIX^e siècle, il leur était interdit de participer à la vie publique. L'interdiction d'étudier aux universités d'Oxford et de Cambridge resta en vigueur jusqu'au dernier quart du XIX^e siècle. Les « dissidents » ont conservé dans leur mémoire collective la marque des souffrances de cette époque ; avec le risque de se complaire dans la victimisation.

Comment faire authentiquement mémoire dans le cadre de ces commémorations officielles ? Le questionnement de Paul Ricoeur² continue de nous interpeller aujourd'hui. Il faut d'abord un changement de perspective : il faut relire ensemble, les uns avec les autres, les événements du passé afin de surmonter les malentendus mutuels. Il est très facile pour une Église, comme pour un individu, de se centrer sur ses propres souffrances au point de demeurer sourde aux souffrances de l'autre. Pour les réformés anglais par exemple, il fallait se rendre compte que plusieurs membres du clergé de l'Église d'Angleterre avaient été privés de leurs moyens d'existence et contraints à la clandestinité ou à l'exil par la victoire du Parlement sur Charles I lors de la Guerre civile (1642-1646).

Comment tenir ensemble le besoin d'être fidèle à nos ancêtres dans la foi et le devoir de rester fidèle à l'Évangile ? C'est en s'exposant à la vérité, et non pas en la niant, qu'on peut parvenir au repentir. Le fait même de relire ensemble le passé est un acte de réconciliation.

La démarche est proche de celle de la « juste mémoire » qui a permis de reprendre une vie politique commune après la ségrégation vécue par les Sud-Africains pendant l'apartheid. Elle est proche également du projet de « guérison des mémoires » qui, sous les auspices de la Conférence des Églises européennes et de la Communion d'Églises protestantes en Europe, a réuni des représentants des Églises historiques de Roumanie pour partager des souvenirs (2004-2010). Et les membres du groupe anglican/réformé en Angleterre ont salué la

Il est très facile pour une Église de se centrer sur ses propres souffrances au point de demeurer sourde aux souffrances de l'autre.

contribution du dialogue récent entre luthériens et mennonites. Tous ces dialogues témoignent que les démarches pour affronter ensemble des souvenirs difficiles sont exigeantes. Elles encouragent à rechercher le pardon plutôt que l'oubli, en faisant confiance à la grâce de Dieu. Sans rien renier du passé, elles nous inscrivent dans une communauté plus large, qui englobent nos ancêtres dans une continuité qui dépasse le présent : une communion des saints orientée vers l'avenir.

Le rôle de la mémoire n'est pas seulement de faire le lien entre le passé et le présent. Elle a une dimension eschatologique. Cette manière de faire est en cohérence avec une compréhension de l'Église

comme « signe, instrument et avant-goût du royaume de Dieu », une formulation-clé du document *Le règne de Dieu et notre unité*³. L'Église doit toujours être envisagée dans cette perspective comme un instrument au service du dessein ultime de Dieu. « L'Église est toujours appelée à se repentir, se réformer et se renouveler »⁴.

Il reste du travail à faire. La reconnaissance mutuelle dont nous nous réjouissons ne comporte pas encore la réconciliation ecclésio-logique qui nous permettrait de surmonter notre séparation. Il ne s'agit plus d'anathèmes bien-sûr, mais il reste à résoudre des questions névralgiques sur le ministère et sur les relations entre l'Église et l'État. Mais ce qui a été achevé marque tout de même une étape sur le chemin de l'unité chrétienne. En Angleterre un dialogue officiel – qui n'est pas sans lien avec le dialogue actuel entre les anglicans et la Communion d'Églises protestantes en Europe – va poursuivre ce travail de réconciliation, ses travaux débutant en juin 2013. Ce dialogue est basé sur un engagement approfondi entre les deux traditions. Il s'agira d'évaluer ensemble, plutôt que séparément, les communautés locales œcuméniques existantes [*Local Ecumenical Partnerships*], jalons sur la route vers l'unité, où anglicans et réformés partagent déjà la mission de l'Église dans notre pays.

Fleur HOUSTON

1 « Appelés à témoigner et à servir ». *L'affirmation commune de Reuilly*, Paris, Les bergers et les mages, 1999, n° 52.

2 *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris, Seuil, 2000.

3 Elle a eu également une influence importante sur trois dialogues entre anglicans et luthériens (et réformés) en Europe : l'accord de Meissen, celui de Porvoo, et l'*Affirmation commune de Reuilly*.

4 Reuilly, § 18.

Catholiques et orthodoxes vingt ans après Balamand

Sur l'épineuse question de l'uniatisme, la Commission mixte internationale pour le dialogue théologique entre l'Église catholique et l'Église orthodoxe avait initié un processus de réconciliation des mémoires avec la publication du document de Balamand en 1993, en espérant ainsi créer une atmosphère sereine en vue du rétablissement de la pleine communion. Vingt ans après, Mgr Borys Gudziak livre ici son point de vue sur l'histoire récente des relations entre catholiques et orthodoxes en Europe de l'Est, en pointant les comportements anti-œcuméniques qui persistent de part et d'autre. Évêque de l'éparchie des ukrainiens gréco-catholiques à Paris depuis 2012, Mgr Gudziak a été recteur de l'université catholique de Lviv.



À la fin des années 1980, après un demi-siècle de persécutions impitoyables et d'interdictions légales, les Églises catholiques orientales de l'Union soviétique et des pays de l'Est européen sous dominance communiste commencèrent à émerger des catacombes, exprimant clairement leur identité et ré-établissant leur présence dans leurs sociétés respectives. En Roumanie, Tchécoslovaquie, Pologne et en Ukraine, les Églises catholiques orientales furent clandestines ou partiellement légales pendant plus de deux générations. Les régimes totalitaires les réduisirent à l'ombre d'elles-mêmes. Elles avaient été mises hors-la-loi à la fin de la guerre lorsque l'armée rouge occupa l'Europe de l'Est. Leurs évêques, clergé et fidèles ont fait preuve d'une résistance toute particulière aux régimes communistes en refusant les incitations des autorités à collaborer. Beaucoup des Églises orthodoxes locales, infiltrées par des agents des services de sécurité, ont été utilisées par les régimes athées comme outils d'aide à la liquidation des structures des Églises catholiques orientales. Dans les divers pays, les autorités communistes ont transféré la propriété de centaines d'églises catholiques orientales aux Églises orthodoxes locales.

À la fin des années 1980, ces Églises

catholiques orientales ont soudain montré une vitalité inattendue en recouvrant des positions de prééminence morale et ecclésiale dans leur pays. Glasnost et perestroïka aidant, la liberté d'expression publique renaissait. Alors que le mur de Berlin tombait et que les régimes communistes étaient remplacés les uns après les autres par des démocraties, les Églises catholiques orientales ont commencé à sortir des catacombes et à susciter une large adhésion.

Dans beaucoup de ces pays, mais spécialement en Ukraine, les Églises orientales n'ont pas tardé à bénéficier d'une autorité grandissante dans le vide moral laissé par la disparition du système soviétique. Ayant partagé avec la population persécutée l'emprisonnement, l'exil en Sibérie, les harcèlements sans fin, les évêques catholiques orientaux, le clergé et les religieux furent considérés comme des guides de confiance dans le difficile pèlerinage hors de l'expérience soviétique. Beaucoup de jeunes gens choisirent la prêtrise ou la vie consacrée. De nombreuses paroisses qui avaient été gréco-catholiques avant la guerre, choisirent de réaffirmer leur identité passée. C'est ce que firent aussi de nombreux prêtres gréco-catholiques ayant dû servir dans l'Église orthodoxe, la seule officiellement reconnue. En 1939, l'Église ukrainienne gréco-catholique comptait environ 3000 prêtres et 300 en 1989, dans

les catacombes avec soixante ans d'âge moyen. De nos jours, les quelque 2800 prêtres ont un âge moyen inférieur à quarante ans.

Dans de nombreux villages et villes, le processus de récupération des positions perdues et de la propriété des églises fit l'objet d'âpres discussions. Le début des années 1990 fut une période de grande tension durant laquelle l'Église russe orthodoxe perdit bon nombre de ses biens dans les territoires antérieurement gréco-catholiques. L'Église orthodoxe canonique fut aussi affaiblie par le départ d'évêques, prêtres et fidèles quittant ses rangs pour rejoindre les nouvelles Églises orthodoxes autocéphales refusant l'allégeance à Moscou. Il va sans dire que le climat général des discussions œcuméniques entre catholiques et orthodoxes fut affecté par ces turbulences.

Il y a vingt ans, du 17 au 24 juin 1993, la Commission mixte internationale pour le dialogue théologique entre l'Église catholique romaine et l'Église orthodoxe tint sa VII^e rencontre à Balamand, au nord du Liban, à l'école orthodoxe Saint Jean de Damas, en réaction à la « résurgence » des Églises catholiques orientales en Europe de l'est. Une déclaration commune fut publiée sous le titre *L'uniatisme, méthode d'union du passé, et la recherche actuelle de la pleine communion*. L'objectif de cette session et de son document officiel

était de fournir des lignes directrices sur l'existence des Églises catholiques orientales et sur le dialogue Est-Ouest. La déclaration finale fut bien accueillie, même par les catholiques orientaux : espoir qu'enfin allait pouvoir reprendre le dialogue œcuménique sur une série de sujets théologiques. Vingt ans après Balamand, l'enthousiasme initial soulevé par ses principes ecclésiologiques positifs et ses règles pratiques a quelque peu disparu. Les catholiques orientaux avaient été invités à participer à ces réunions de dialogues théologiques orthodoxes-catholiques, en tant que membres de plein droit « tant au niveau local qu'au niveau universel » (§ 16), mais le « dialogue de la charité » a connu très vite une pause, et n'a guère progressé depuis. Bien que depuis une vingtaine d'années, les séminaires catholiques orientaux incluent dans leur programme des cours d'œcuménisme, rien ne garantit qu'un esprit œcuménique élevé prévale dans les institutions de formation. Dans certaines maisons religieuses catholiques orientales, des prières régulières sont dites pour la conversion des orthodoxes au catholicisme. Il n'est pas rare que les catholiques orientaux d'Europe de l'Est parlent de façon condescendante des orthodoxes, considérés comme ouvertement subordonnés aux autorités politiques dans le passé certes, mais encore de nos jours. Certaines communautés ayant subi des persécutions durant la période soviétique conservent une attitude circonspecte envers les Églises orthodoxes.

Il est difficile de dire quelle part est donnée à la théologie œcuménique dans les programmes des séminaires orthodoxes en Europe de l'Est. Bien plus évident est le ton très souvent résolument anti-œcuménique de la littérature populaire publiée par les presses religieuses : aucune confession n'ayant l'exclusivité de ce genre de littérature ! Toutefois, la véhémence des pamphlets anticatholiques vendus dans les paroisses et monastères orthodoxes est particulièrement choquante pour

le lecteur occidental. Les catholiques se voient refuser parfois le privilège de vénérer des icônes ou reliques dans ces monastères. Dans certains cercles, l'œcuménisme reste considéré comme une déviation pécheresse violant la pureté de la foi.

Encore plus décevant est le refus de certains orthodoxes de participer à quelque cérémonie commune de prière que ce soit avec les soi-disant « hétérodoxes ». La Semaine de prière pour l'unité des chrétiens en janvier est loin d'être une réalité dans l'ancienne Union soviétique. Les autorités catholiques y participent du bout des lèvres,

Quels que soient les problèmes du passé, la Déclaration de Balamand décourage toute tentation de s'y appesantir.

et les orthodoxes l'ignorent complètement. Certains hiérarques orthodoxes interdisent de participer à ces réunions publiques de prières, jugeant les liturgies non orthodoxes dépourvues de toute grâce divine.

À l'instar des occidentaux, les représentants orientaux des jeunes générations mettent en doute certaines des pratiques « libérales » qui ont caractérisé la vie ecclésiale des années 1970 et 1980. L'esprit d'ouverture qui semblait si prometteur dans le dialogue œcuménique des années post-Vatican II a partout reculé.

Alors que la Déclaration de Balamand inspire l'espoir « d'une communion parfaite et totale qui ne soit ni absorption ni fusion, mais rencontre dans la vérité et l'amour » (§ 14, cf. *Slavorum Apostoli*, § 27), ces dernières années montrent des signes limités

de réalisation concrète. De nombreux prêtres et moines représentant les neuf Églises orthodoxes signataires de la Déclaration rebaptisent les catholiques et s'interrogent sur la validité des sacrements catholiques. La réaction de certains hiérarques des Églises orthodoxes trahit également le manque d'intérêt pour le document que leurs représentants ont signé. Dans une entrevue en octobre 2011 avec le pape Benoît XVI, le métropolite orthodoxe russe Hilarion (Alfeyev) a jugé l'« expansion » des gréco-catholiques à l'intérieur de leur territoire traditionnel d'Ukraine de l'ouest comme étant un point de blocage à toutes discussions futures¹. En réponse à l'élection récente du pape François, le même hiérarque a formulé le souhait que le nouveau pape ne soutienne pas les Églises catholiques orientales². Quels que soient les problèmes du passé, la Déclaration de Balamand décourage toute tentation de s'y appesantir : « L'histoire des relations entre l'Église orthodoxe et les Églises orientales catholiques a été marquée par des persécutions et des souffrances. Quelles qu'aient été ces souffrances et leurs causes, elles ne justifient aucun triomphalisme ; nul ne peut s'en glorifier ou en tirer argument pour accuser ou dénigrer l'autre Église. Dieu seul connaît ses vrais témoins. Quel qu'ait été le passé, il doit être laissé à la miséricorde de Dieu, et toutes les énergies des Églises doivent être tendues à faire que le présent et l'avenir soient plus conformes à la volonté du Christ sur les siens » (§ 23).

Bien que les perspectives soient décevantes, la situation n'est pas universellement si sombre. Divers signes d'espoir se font jour. Il existe, en particulier parmi les laïcs, des interactions positives entre orthodoxes et catholiques. On voit beaucoup de mariages mixtes et d'amitiés interconfessionnelles. Nombreux sont les laïcs qui ignorent complètement les différences interconfessionnelles. Dans la société

contemporaine postsoviétique, un nombre croissant de jeunes appellent de leurs vœux une véritable expérience chrétienne qui ne soit pas « politisée ». Ils sont à la recherche de modèles de comportements qui témoignent radicalement de l'Évangile du Christ. L'internet déborde de voies spirituelles,

dont beaucoup émanent de laïcs. L'autorité spirituelle dépasse les lignes confessionnelles. La popularité universelle de leaders tels que le cardinal Lubomyr Husar qui, inlassablement, encourage les chrétiens à la réconciliation, témoigne du désir d'une vie ecclésiale authentique.

Le pape Jean-Paul II rappelait systématiquement au monde l'importance toute spéciale des martyrs dans l'histoire et le développement de l'Église, des premiers chrétiens au vingtième siècle. Il estimait que les martyrs et les saints canonisés peuvent être vus comme des signes d'unité chrétienne.

Revisiter ensemble l'histoire

Pour aider à dissiper les préjugés et éviter que l'histoire ne soit utilisée de manière polémique, les membres catholiques et orthodoxes de la Commission mixte internationale ont cherché à rédiger ensemble une relecture de l'histoire, « tendant à une historiographie concordante ou même commune des deux Églises » (n° 30).

8. Durant les quatre derniers siècles, en diverses régions de l'Orient, des initiatives ont été prises, de l'intérieur de certaines Églises et sous l'impulsion d'éléments extérieurs, pour rétablir la communion entre l'Église d'Orient et l'Église d'Occident. Ces initiatives ont conduit à l'union de certaines communautés avec le Siège de Rome et ont entraîné, comme conséquence, la rupture de la communion avec leurs Églises-mères d'Orient. Cela se produisit non sans l'intervention d'intérêts extra-ecclésiaux. Ainsi sont nées des Églises orientales catholiques et s'est créée une situation qui est devenue source de conflit et de souffrances d'abord pour les orthodoxes mais aussi pour les catholiques.

9. Quoiqu'il en soit de l'intention et de l'authenticité de la volonté d'être fidèle au commandement du Christ : « que tous soient un », exprimées dans ces unions partielles avec le Siège de Rome, on doit constater que le rétablissement de l'unité entre l'Église d'Orient et l'Église d'Occident n'a pas été atteint et que la division persiste, envenimée par ces tentatives.

10. La situation ainsi créée engendra en effet tensions et oppositions. Progressivement, dans les décennies qui suivirent ces unions, l'action missionnaire tendit à inscrire parmi ses priorités l'effort de conversion des autres chrétiens,

individuellement ou en groupe, pour les faire « retourner » à sa propre Église. Pour légitimer cette tendance, source de prosélytisme, l'Église catholique développa la vision théologique selon laquelle elle se présentait elle-même comme l'unique dépositaire de salut. Par réaction, l'Église orthodoxe, à son tour, en vint à épouser la même vision selon laquelle chez elle seule se trouvait le salut. Pour assurer le salut des « frères séparés », il arrivait même qu'on rebaptisât des chrétiens, et qu'on oubliât les exigences de la liberté religieuse des personnes et de leur acte de foi, perspective à laquelle l'époque était peu sensible.

11. D'un autre côté, certaines autorités civiles ont fait des tentatives pour ramener des catholiques orientaux dans l'Église de leurs pères. À cette fin, elles n'hésitaient pas, si l'occasion s'en présentait, à utiliser des moyens inacceptables.

12. À cause de la manière dont catholiques et orthodoxes se considèrent à nouveau dans leur rapport au mystère de l'Église et se redécouvrent comme Églises sœurs, cette forme « d'apostolat missionnaire », décrite ci-dessus, et qui a été appelée « uniatisme », ne peut plus être acceptée ni en tant que méthode à suivre, ni en tant que modèle de l'unité recherchée par nos Églises.

13. En effet, surtout depuis les conférences panorthodoxes et le deuxième Concile du Vatican, la redécouverte et la remise en valeur tant par les orthodoxes que par les catholiques, de l'Église comme communion, ont changé radicalement les perspectives et donc les attitudes.

De part et d'autre, on reconnaît que ce que le Christ a confié à son Église – profession de la foi apostolique, participation aux mêmes sacrements, surtout à l'unique sacerdoce célébrant l'unique sacrifice du Christ, succession apostolique des évêques – ne peut être considéré comme la propriété exclusive d'une de nos Églises. Dans ce contexte, il est évident que tout re-baptême est exclu.

14. C'est la raison pour laquelle l'Église catholique et l'Église orthodoxe se reconnaissent mutuellement comme Églises sœurs, responsables ensemble du maintien de l'Église de Dieu dans la fidélité au dessein divin, tout spécialement en ce qui concerne l'unité.

COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE
POUR LE DIALOGUE THÉOLOGIQUE
ENTRE L'ÉGLISE CATHOLIQUE
ET L'ÉGLISE ORTHODOXE,

L'uniatisme, méthode d'union du passé, et la recherche actuelle de la pleine communion, 1993

À l'époque moderne, l'Église orthodoxe et l'Église catholique ont compté des membres innombrables qui ont vécu la forme la plus radicale du témoignage chrétien. Le dévouement des martyrs à une imitation complète du Christ est un signe fort pour le futur. Aucun siècle n'a donné autant de martyrs. Leur témoignage est encore largement méconnu. Quand il se fera jour, il deviendra le modèle de la vie chrétienne triomphant des divisions causées par la faiblesse de l'Homme. Le témoignage des martyrs de toutes les Églises chrétiennes devrait nous sortir de notre complaisance face à la division.

La question centrale, fruit de l'œcuménisme des martyrs devrait être : « Pourquoi existe-t-il une telle désunion entre les chrétiens ? » Nous ne sommes plus du tout scandalisés par cet état de fait. Nous ne nous posons plus cette question embarrassante. Un des responsables chrétiens qui refusait de regarder complaisamment la désunion des chrétiens fut le métropolite Andreï Cheptytsky (1865-1944)³. Chef de l'Église gréco-catholique ukrainienne de 1901 à 1944, il fut un pionnier de la réconciliation chrétienne et interethnique, un précurseur qui mit en pratique

beaucoup des vérités de Vatican II, un sauveur de juifs pendant l'Holocauste qui a condamné publiquement et explicitement les politiques génocidaires des Nazis et des Soviétiques. Après avoir passé une vie entière à étudier la question de la désunion sous toutes ces facettes, le métropolite Andreï y répondait simplement : « Si nous n'avons pas d'unité entre chrétiens, c'est parce que nous ne le voulons pas ! Nous ne le voulons pas, ou ne le voulons pas assez ». Andreï Cheptytsky était scandalisé par cette division, qui taraudait son âme. Il ne pouvait l'accepter. Cela ne pouvait pas être une caractéristique « normale » de son horizon spirituel. Pour lui, la désunion des chrétiens était de nature profondément honteuse. Il y consacra toute sa vie et inspira beaucoup de responsables religieux dans de nombreux pays, les moines de Chevetogne, les œcuménistes parisiens.

Malgré les importantes contributions du mouvement œcuménique, la plupart d'entre nous demeurons résignés face à la séparation des chrétiens. Nous y consacrons une prière ou deux, durant la semaine prévue à cet effet. Le reste de l'année, nous vaquons à nos petites affaires confessionnelles,

culturelles, voire même parfois sectaires. Comme nous ne percevons pas le scandale de la désunion – et je m'inclus dans le « nous » –, nous ne déployons pas le zèle nécessaire.

Et c'est pourquoi, la désunion des chrétiens demeure entière et la Déclaration de Balamand lettre morte. Balamand s'est défini comme « une étape nécessaire dans ce dialogue » (§ 15). Mon espoir réside dans le fait que la prochaine étape sera caractérisée par un désir encore plus profond d'unité qui inclura la reconnaissance mutuelle du sacrifice du sang des martyrs – sang que Tertullien nomme la semence du Christ – et que cette semence portera son fruit⁴.

Borys GUDZIAK

1 Митрополит Иларион (Алфеев) побеседовал с папой римским (5/10/ 2011). Cf. izvestia.ru/news/502924.

2 www.pravmir.ru/mitropolit-ilarion-nadeetsya-chto-norij-papa-prodolzhit-sblizhenie-s-pravoslavnyimi-i-ne-budet-podderzhitv-uniatstvo

3 Cyrille KOROLEWSKI, *Métropolite André Szepietykyj* (1865-1944), Rome, Theologica Societas Scientiarum Ucrainorum, 1964.

4 TERTULLIEN, *Apologeticus*, chapitre 50.

Le point de vue du Patriarcat de Moscou

Le métropolite Hilarion, président du Département des relations extérieures du Patriarcat de Moscou, exposait en 2009 son analyse de la situation ukrainienne :

« Le problème essentiel dans nos relations [avec l'Église catholique - NDLR] reste le problème de l'Ukraine occidentale et l'activité des institutions gréco-catholiques, qui ont provoqué au début des années 1990 la rupture du fragile équilibre interconfessionnel et la situation difficile qui existe encore de nos jours. [...] Nous

ne disons pas que [...] les églises gréco-catholiques doivent être rendues à l'Église orthodoxe russe, mais qu'il faut instaurer un mécanisme de coopération qui permettrait de relâcher la tension interconfessionnelle, et que là où les orthodoxes ont été privés de leurs églises et ne peuvent plus célébrer leurs liturgies, il faudrait

prendre des mesures pour leur fournir des églises. Ce mécanisme peut tout-à-fait être établi, il a déjà été créé au début des années 1990, mais les gréco-catholiques s'en sont retirés unilatéralement. Nous attendons donc des mesures constructives. »

<https://mospat.ru/ru/2009/11/12/news8273>

Rencontre avec John Gibaut

Après une riche expérience au service de l'œcuménisme au Canada, le prêtre anglican canadien John Gibaut est depuis 2008 directeur de la commission Foi et Constitution, l'organe de réflexion théologique du Conseil œcuménique des Églises, l'une de ses deux commissions auxquelles participe pleinement l'Église catholique.

Je suis né à Montréal en 1958, dans une famille arrivée au Canada au XIX^e siècle, de l'île anglo-normande de Jersey – ce qui explique mon patronyme français. Ma famille est anglicane, et j'ai fréquenté à Toronto, où j'ai été élevé, une paroisse assez conservatrice. Rien dans ma famille ni dans le milieu religieux de mon enfance ne m'a sensibilisé à l'unité des chrétiens.

C'est à 16 ans, en 1975, que j'ai fait une première expérience œcuménique, pendant les vacances d'été que je passais chez mes grands-parents, au Québec, au bord du fleuve Saint-Laurent. La paroisse catholique de la commune de Cacouna (comté de Rivière-au-Loup) fêtait cette année-là son 350^e anniversaire, qui était en même temps celui de la fondation du village. La paroisse anglicane avait été invitée à participer à l'événement, et même à communier à la messe. Nous sommes venus en corps constitué, avec nos prêtres et les responsables de la paroisse. Et je me suis rendu compte que la messe catholique – dont nous parlions avec condescendance et parfois même dédain entre anglicans –, c'était en fait notre Eucharistie... ; que c'était pratiquement identique, dans le déroulement et les prières, à ce que nous vivions quand nous célébrions l'eucharistie ! Mais alors, comment expliquer la division ? Ce fut une grande surprise, et ma vocation œcuménique est née là.

À l'université de Toronto où je faisais des études d'histoire médiévale, j'ai fait partie à partir de 1977 du *Student Christian Movement*, un mou-

vement ouvert à toutes les confessions chrétiennes, de tendance « progressiste », qui m'a donné l'occasion d'entendre des théoriciens de la théologie de la libération en Amérique latine, en particulier Gustavo Gutierrez. J'ai lu son œuvre majeure, *Théologie de la libération* (1971). Cela m'a fait comprendre que le christianisme a à voir



© Clémence Monnier / CEF

avec la société, avec la justice sociale ; qu'à côté de la théologie, l'engagement social est donc nécessaire. J'avais par ailleurs de longues discussions avec des amis catholiques, sur des sujets comme la validité des ordres anglicans, la primauté du pape...

Puis j'ai fait une pause de dix-huit mois dans mes études : j'ai travaillé pendant un an dans les mines d'amiante du Grand Nord du Québec. C'était très dur. J'y ai fait l'expérience de l'hospitalité eucharistique :

un prêtre catholique venait à la mine tous les deux mois, il célébrait la messe, j'y assistais et je communiais. Je me confessais à l'évêque catholique du diocèse, qui venait aussi de temps en temps à la mine. Pour les chrétiens d'une autre Église, ce recours à un prêtre catholique « lorsqu'ils ne peuvent pas avoir recours à un ministre de leur communauté » est prévu par le Code de droit canonique (canon 844).

Je suis ensuite parti passer six mois en Europe. Je suis allé deux fois à Taizé, dont un séjour de trois semaines incluant la Semaine sainte et Pâques, assistant à la liturgie, vivant la vie de la communauté. J'ai su là-bas que l'œcuménisme était ma vocation, et je m'en suis ouvert à Frère Roger.

Je suis allé à Rome, à Genève, en Grèce – en particulier au mont Athos. Je me suis fait beaucoup d'amis œcuméniques. J'ai aussi passé quelques semaines dans un monastère anglican à Londres, où j'ai rencontré l'évêque Henry Hill, qui était à l'époque représentant de l'archevêque de Cantorbéry auprès des Églises orthodoxes. En 1982 il m'a emmené en Égypte avec lui ; c'était une époque difficile pour l'Église copte, le pape Chenouda était en prison. Nous y avons passé trois semaines, en particulier dans les monastères du Wadi Natroun. Nous avons continué notre périple à Chypre, à Jérusalem. L'évêque Henry m'a beaucoup impressionné : il commençait toujours ses rencontres en manifestant très chaleureusement son amitié ; puis il priait avec ses hôtes, assistait à leurs

liturgies ; ensuite seulement, il abordait les questions théologiques. Et il terminait toujours dans une grande atmosphère d'amitié. Nous avons achevé notre périple à Rome, au Secrétariat pour la promotion de l'unité des chrétiens, où j'ai pu parler avec des responsables comme le P. Duprey. En rentrant au Canada, j'étais étiqueté « œcuméniste » !

J'ai repris alors mes études à Toronto, mais en théologie. Nous anglicans étions tenus de suivre des cours dans sept *colleges* universitaires de diverses confessions, qui formaient une sorte de consortium. J'ai ainsi été formé non seulement dans les deux *colleges* anglicans, mais encore dans les trois catholiques, dans le *college* presbytérien et celui de l'Église unie.

À la fin de mes études j'ai été ordonné diacre, puis prêtre, pour le diocèse anglican de Québec, qui était celui de mes grands-parents, et envoyé sur la côte du Labrador. J'étais responsable de plusieurs paroisses anglophones. Avec le P. Gilles Routhier¹, qui était responsable de la paroisse catholique voisine, nous avons lancé des projets œcuméniques. Certaines des paroisses des alentours étaient tenues par des Oblats de Marie Immaculée, avec qui j'ai lié aussi des liens d'amitié. Grande amitié aussi avec les sœurs Ursulines irlandaises qui œuvraient dans cette région : nous nous étions entendus pour faire le catéchisme en commun dans les écoles. Avec tous ces catholiques les relations étaient excellentes ! Je vivais l'œcuménisme au jour le jour dans ma vie pastorale.

Une thèse sur les ordinations

Interpellé par le discrédit jeté par Léon XIII sur les ordinations anglicanes, j'ai écrit ma thèse de doctorat sur cette question des ordinations, sur un aspect qui a évidemment des répercussions œcuméniques, dans le dialogue avec les Églises qui n'ont

pas d'évêques : pourquoi y a-t-il trois degrés d'ordination ? un prêtre doit-il nécessairement passer d'abord par l'ordination diaconale ? pourquoi ne peut-on pas consacrer directement un évêque ? Comment ce qu'on appelle « l'ordination successive » – qui fut d'abord une pratique pastorale, empruntée à l'armée romaine avec sa succession des grades – s'est-elle développée, et pourquoi ?² « L'ordination directe » au presbytérat fait sens, pour moi, en particulier dans la perspective du diaconat permanent, que j'estime souhaitable de développer. D'ailleurs les anglicans sont en communion avec des Églises luthériennes qui pratiquent l'ordination *per saltum* (« directe ») des pasteurs.

J'étais encore étudiant quand je suis devenu membre de la commission internationale de dialogue anglicane-orthodoxe, où j'ai siégé de 1992 à 2007. J'y ai côtoyé Jean Zizioulas, Rowan Williams... nous avons mis dix-huit ans à finaliser le document *The Church of the Triune God*, publié en 2006, dont j'ai rédigé cinq des huit chapitres³.

Ce dialogue avec les orthodoxes s'était interrompu dans les années 1980, à cause de leur opposition à l'ordination des femmes. Et ce sont des responsables catholiques, au Secrétariat pour l'unité des chrétiens, qui nous ont poussés à la reprise du dialogue : ils le considéraient comme essentiel non seulement pour l'ensemble du mouvement œcuménique, mais aussi pour le dialogue que l'Église catholique a elle-même avec les autres Églises. C'est en analysant tour à tour treize aspects du ministère ordonné que nous l'avons relancé. Nous étions d'accord sur douze de ces aspects (femmes diaconesses, vie monastique, accompagnement spirituel, etc) et en désaccord sur un seulement : c'est évidemment la présidence eucharistique qui posait – et pose toujours – problème.

Après ma thèse, j'ai enseigné pendant quatorze ans (1994-2007) à l'Université Saint-Paul, qui est une université pontificale tenue par les Oblats de Marie Immaculée, dont certains étaient devenus mes amis au Labrador. J'étais directeur des programmes des études anglicanes, et j'enseignais la liturgie et l'histoire de l'Église. Dans un climat de grande ouverture intellectuelle et spirituelle, enracinée dans l'enseignement de Vatican II, j'ai pu renouveler mes connaissances théologiques en enseignant à des étudiants de toutes les confessions chrétiennes (anglicans, catholiques, orthodoxes, luthériens, protestants de l'Église unie).

C'est à cette époque que j'ai été nommé membre de la commission de dialogue anglicane-catholique du Canada (*Canadian ARC*), membre de la commission Foi et Constitution canadienne, et du Conseil canadien des Églises. En 2004 je suis devenu membre de la commission œcuménique de la Communion anglicane, au niveau international.

La Communion anglicane

La Communion anglicane a beaucoup de problèmes. La question de l'homosexualité n'est que la partie émergée de l'iceberg – une question importante, qui ne justifie toutefois pas à elle seule les divisions qui sont apparues ces dernières années. Mariage du clergé, polygamie, contraception, remariage des divorcés, homosexualité : pour toutes ces questions, au fond, ce dont nous avons besoin, c'est d'une méthodologie. Sur quelle anthropologie devons-nous nous fonder pour discerner et prendre des décisions ? Comment lire la Bible ? Qui a l'autorité en dernier recours ?

Lors d'un colloque anglican-orthodoxe au Canada, la bénédiction des couples homosexuels était discutée. Les théologiens orthodoxes nous

ont dit : nous attendons une décision fondée sur une réflexion théologique, pas sur les droits humains. Et c'est bien à ce niveau que la question doit être posée.

La Communion anglicane a besoin des idées des autres Églises. Elle ne peut pas résoudre ces questions toute seule. Après tout, la commission Foi et Constitution est née en contexte anglican ; aujourd'hui le temps est venu pour les anglicans de recevoir le fruit de leurs efforts, d'accueillir les idées venues d'autres Églises. Ainsi, ils ont beaucoup à apprendre du texte sur les sources du discernement moral que la commission Foi et Constitution va publier avant la fin de l'année 2013.

La commission Foi et Constitution

En 2007, j'ai été nommé directeur de la commission Foi et Constitution du Conseil œcuménique des Églises. Elle rassemble des théologiens qui viennent de toutes les parties du monde, et doivent travailler ensemble. Or les théologiens du Sud n'ont pas les mêmes préoccupations que ceux du Nord : les divisions ont été importées chez eux, elles ne sont pas leur fait, et ce sont d'autres problèmes qui sont prioritaires : l'apartheid par exemple. Pour eux, une longue discussion sur l'autorité du pape, à l'heure du VIH-Sida, est un luxe. En Inde les Dalits posent un problème ecclésiologique, et pas seulement social : exclure quelqu'un d'une Église sur la base de la race ou de la caste relève de l'ecclésiologie. De même pour ces théologiens du Sud, la théologie contextuelle a davantage de pertinence que pour nous. Nous avons beaucoup à apprendre des Églises du Sud. Nous avons beaucoup à apprendre, aussi, des sciences sociales.

Dans une rencontre de Foi et Constitution, je commence toujours

par poser la question : dans votre contexte, qu'est-ce qui vous blesse dans la désunion des chrétiens ? Est-ce, par exemple, les problèmes liés aux mariages mixtes ? ou autre chose ? C'est la réponse qui me permet d'établir l'ordre du jour de la réunion.

Dans un tout autre registre, prenons une question qui provoque un véritable clivage : l'Église peut-elle pécher ? Nous savons que oui, depuis la révélation des scandales perpétrés par l'Église anglicane du Canada envers les « Premières nations » amérindiennes. Mais pour les orthodoxes, l'Église ne peut pas être pécheresse. Nous sommes sortis de cette impasse en affirmant que la sainteté de l'Église est sa *nature*, et que son péché est une *expérience* dans l'Histoire. Les évêques ne doivent pas cacher les abus, « protéger » l'Église. Elle n'a pas besoin de leur protection pour être sainte : elle l'est par nature. Et en définitive, « les portes de l'Enfer ne prévaudront pas contre elle »...

La « réconciliation des mémoires »

Il arrive souvent qu'un groupe humain ait des souvenirs qu'un autre n'a pas. C'était le cas des « Premières nations » au Canada. Les colons européens et leurs descendants avaient oublié ces événements, voire même n'en avaient jamais entendu parler. On pourrait dire la même chose du dialogue œcuménique, par exemple luthérien-mennonite : la persécution de leurs ancêtres (et d'autres anabaptistes au XVI^e siècle) était dans la mémoire des mennonites, mais pas dans celle des luthériens. Dans un déni de mémoire on peut dissimuler un péché, ou taire des mauvais traitements. La première étape pour guérir les mémoires est donc le rétablissement de la mémoire.

Il y a aussi des cas où deux groupes ont des souvenirs très diffé-

rents, et même contradictoires. Un travail honnête et parfois douloureux sur l'histoire est nécessaire pour arriver à raconter le même récit, et pour identifier ce qui nécessite guérison et repentance. De nouveau, la guérison des mémoires n'est pas possible sans rétablissement des mémoires.

Pour finir, je pense que dans un pays comme le Canada où les conflits de la Réforme semblent lointains, à cause de la distance géographique et de l'émigration, des anglicans comme ceux de la génération de mes grands-parents, par exemple, savaient qu'ils n'aimaient pas les catholiques, mais ne savaient pas dire pourquoi. Au Canada aucun site ne témoigne directement des luttes, des guerres et des controverses religieuses des XVI^e et XVII^e siècles ; les Canadiens n'ont que des souvenirs sélectifs, à demi enfouis. Pour œuvrer à la guérison de la désunion des chrétiens, il faut donc notamment un travail d'historien, qui consiste à passer au crible ces préjugés dont nous avons hérité pour comprendre d'où ils viennent, ce qui est là encore un travail de rétablissement de la mémoire.

Les chantiers en cours de Foi et Constitution

Jusqu'à aujourd'hui, Foi et Constitution avait deux commissions : la commission permanente de 30 membres, qui faisait le travail, et la commission plénière de 120 membres qui se réunissait tous les sept ans et n'avait aucun pouvoir. À côté œuvraient divers groupes de travail sur des thèmes donnés. Une réforme importante a été décidée en juin dernier⁴ en Malaisie : il n'existe plus aujourd'hui qu'une seule commission, de taille intermédiaire, ce qui devrait rendre le travail plus efficace. Nous avons à faire des ajustements pour cette nouvelle commission : le Conseil œcuménique des Églises demande le respect des équi-

libres homme/femme, Nord/Sud, jeunes/anciens. Nous aurons aussi à trouver des méthodologies autres pour répondre aux questions venues du Sud, différentes de celles des pays du Nord. Nous avons aussi à terminer notre travail sur le discernement moral, et un autre sur les relations entre les Églises et les États. De façon régulière, tous les trois ou quatre ans, Foi et Constitution convoque tous les comités internationaux de dialogue théologique pour faire le point. Enfin, bien sûr chaque année, avec le Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens, nous mettons au point la Semaine de prière pour l'unité chrétienne.

Le nouveau document publié par Foi et Constitution, *L'Église : vers une vision commune*⁵, est en fait une réponse à la question posée par le BEM (*Baptême, Eucharistie, Ministère*), qui était le premier document de convergence pu-

blié par Foi et Constitution en 1982 : nous sommes tous baptisés, mais dans quoi ? Qu'est-ce que l'Église ? Le nouveau document a été envoyé aux Églises membres pour qu'elles le commentent en retour, au plus tard pour 2015. Nous analyserons et recouperons les réponses, et publierons une synthèse.

J'ai une double espérance : de renouveau d'abord ; les réponses à la question « qu'est-ce qu'être membre du Corps du Christ ? » posée par le document sur l'Église devraient apporter des idées nouvelles. Ensuite on devrait pouvoir lire dans les réponses une convergence, une cohérence : un « système d'exploitation » commun, qui rendrait compatibles les Églises entre elles. Aujourd'hui, il manque aux Églises un système d'exploitation pour partager les informations, dans le sens où on peut dire qu'un ordinateur PC

ne peut pas partager ses informations avec un Apple parce qu'ils n'ont pas le même système d'exploitation. L'ecclésiologie, c'est le système d'exploitation dont on se sert en œcuménisme...

Ce n'est pas un accord complet qui est cherché, mais une convergence. Et si cette convergence est trouvée, on pourra poser la question : où sont alors les obstacles sur le chemin de l'unité ?

Propos recueillis par
Catherine AUBÉ-ELIE

1 Théologien québécois, professeur à la faculté de théologie de l'Université Laval à Québec.

2 Cf. John St. H. GIBAUT, *The Cursus Honorum. A Study of the Origins and Evolution of Sequential Ordination*, coll. Patristic Studies 3, Peter Lang, 2000, 358 p.

3 INTERNATIONAL COMMISSION FOR ANGLICAN-ORTHODOX THEOLOGICAL DIALOGUE, *The Church of the Triune God. The Cyprus Statement*, Londres, Anglican Communion Office, 2006.

4 Lire UDC n° 168, p. 33.

5 Lire UDC n° 168, p. 33.

Message du Conseil d'Églises chrétiennes en France en vue de la Rencontre européenne de Taizé à Strasbourg

Du 28 décembre 2013 au 1^{er} janvier 2014 aura lieu à Strasbourg la Rencontre européenne organisée par la Communauté de Taizé, où des jeunes de toute l'Europe seront accueillis par les Églises chrétiennes d'Alsace et du Pays de Bade (Allemagne).

En signant la Charte œcuménique européenne, nous avons souligné « comme une richesse de l'Europe la diversité des traditions régionales, nationales, culturelles et religieuses ». Nous avons aussi rappelé qu'il est « de la mission des Églises de contribuer ensemble au service de la réconciliation des peuples et des cultures » ; que « la paix entre les Églises est également, pour

cela, un présupposé important » (*Charta oecumenica*, n° 7).

Nous nous réjouissons donc que se tienne à Strasbourg, ville de la construction européenne, cette nouvelle étape du « pèlerinage de confiance » qu'anime la Communauté de Taizé, dans l'espérance que cette Rencontre européenne permettra à des jeunes d'horizons géographiques, culturels et ecclésiaux très divers de se rencontrer et d'apprendre à s'estimer par delà les préjugés et les malentendus hérités de l'histoire.

C'est pourquoi nous encourageons les jeunes français à participer à cette Rencontre européenne et nous invitons les paroisses et aumôneries de nos Églises

– ensemble, dans la mesure du possible
– à faciliter le voyage à Strasbourg des 17-35 ans de nos communautés.

Au moment où il sera fait mémoire du début de la Première Guerre mondiale qui a déchiré notre continent, nous prions pour que cette Rencontre européenne donne aux jeunes le goût d'annoncer ensemble à leurs contemporains la Bonne Nouvelle de la réconciliation en Jésus Christ.

Paris, le 15 mai 2013

Pasteur Claude BATY
Métropolite EMMANUEL
Cardinal André VINGT-TROIS
co-présidents

Jalons sur la route de l'unité

Février, mars, avril 2013



1^{er} février / Paris

Redécouvrir la beauté du carême



Affiche du carême 2013

Le 1^{er} février le mouvement Chrétiens unis pour la terre, qui désire allier foi et écologie, a fait paraître un livret intitulé *Redécouvrir la beauté du carême - un chemin sans viande et sans poisson*, qui propose une approche spirituelle œcuménique du carême grâce à des contributions catholiques, orthodoxes et protestantes. Ce document fait également œuvre d'information en présentant un état des lieux synthétique des mutations intervenues ces dernières décennies en matière d'élevage et de surpêche, et des enjeux importants qui leur sont liés (déforestation, dérèglements climatiques, pollution, perte de biodiversité, appauvrissement des populations rurales, éthique de la relation à l'animal). Enfin, une partie pratique permet de vivre ce temps de carême sobrement, en donnant les grandes bases de l'alimentation végétarienne et en proposant des recettes simples et savoureuses comme autant d'alternatives à la consommation de viande et de poisson durant les quarante jours du carême.

Le mouvement Chrétiens unis pour la terre est né à la suite d'une série de rencontres nationales sur les thèmes du christianisme et de l'écologie en 2011, qui a inspiré un groupe de chrétiens désireux de vivre ensemble leur engagement de foi sur l'écologie et de proposer

des outils d'action aux personnes et organismes chrétiens désireux d'approfondir le sujet. Autour d'eux se rassemblent des chrétiens de différentes Églises ainsi qu'à divers degrés, des organismes comme le CERAS (Centre de recherche et d'action sociales), Chrétiens en monde rural, la Mission de France et Pax Christi France. (d'après le communiqué de presse de Chrétiens unis pour la terre, 5 février)

3 février / Angoulême

Prix du Jury œcuménique de la bande dessinée 2013

À l'occasion du Festival de la bande dessinée d'Angoulême (31 janvier - 3 février), le Jury œcuménique a décerné son prix à *Little Joséphine*, de Raphaël Sarfati et Valérie Villieu (Éditions La Boîte à Bulles, collection Contre-cœur, septembre 2012). Ce prix récompense un album paru dans l'espace francophone européen, qui « allie l'élégance du trait et la profondeur des causes défendues par ses valeurs humaines et esthétiques ». Valérie Villieu, infirmière à domicile, y raconte l'histoire vraie d'une de ses patientes, Joséphine, 83 ans, qui vit seule dans son petit appartement à Paris. Raphaël Sarfati la dessine. Perdant peu à peu la mémoire, Joséphine est placée sous tutelle, et suivie par des auxiliaires de vie et une infirmière à domicile. « Dans la manière dont l'histoire est construite, il y a bien sûr un clin d'œil à *Little Nemo*, une des œuvres majeures de la BD, mais la grande force de cet ouvrage, c'est l'adéquation entre l'histoire, le propos et le graphisme. L'absence de dialogues sur la planche est d'une grande origi-



nalité et sert le propos de l'auteur. Les auteurs ont très bien su nous faire percevoir ce que vit la personne qui perd la mémoire. C'est généreux, parfois grinçant, et ça permet de nous rappeler que nous ne devons pas oublier nos anciens. [...] Ce prix veut aussi récompenser l'éditeur pour son courage à produire des ouvrages citoyens et responsables », note Patrick Gaumer, écrivain, spécialiste de la BD et membre du jury. (d'après *lavie.fr*)

4 février / Varsovie

Réunion du comité mixte KEK-CCEE

La réunion qui s'est tenue à Varsovie du 4 au 6 février a permis au comité qui regroupe des délégués de la KEK (Conférence des Églises européennes, protestantes, orthodoxes, anglicanes, vieilles catholiques) et du CCEE (Conseil des Conférences épiscopales [catholiques] d'Europe) de réfléchir à la croissance des communautés pentecôtistes et évangéliques en Europe, et à ses conséquences sur les « Églises historiques ». (lire *UDC* n° 170, p. 5)

5 février / Marseille

L'Expo Bible à Marseille

À l'initiative des Églises chrétiennes de la ville (apostolique arménienne, catholique, évangéliques, orthodoxe et protestantes), l'exposition interactive *La Bible, patrimoine de l'humanité*^A s'est arrêtée du 5 février au 16 mars à Marseille, capitale européenne de la culture en 2013. Installée à la bibliothèque municipale de l'Alcazar, elle a connu un grand succès, accueillant

^A Lire dans *UDC* n° 161 p. 23 la présentation de l'Expo Bible.

8000 visiteurs et 35 classes des établissements scolaires marseillais, grâce à l'investissement de 120 accueillants-guides de toutes confessions. Ateliers et visites pour les enfants, projections de films, concerts, conférences, « café biblique » quotidien diffusé en direct par la radio chrétienne Dialogue, partenaire de l'Expo. La plupart des manifestations prévues ont affiché complet.



7 février / Washington

États-Unis : reconnaissance du baptême entre catholiques et réformés

L'Église presbytérienne aux États-Unis, l'Église chrétienne réformée en Amérique du Nord, l'Église réformée en Amérique et l'Église unie du Christ ont signé le 29 janvier un accord de reconnaissance mutuelle du baptême avec l'Église catholique, par l'intermédiaire de sa Conférence des évêques. La signature de l'accord a mis un point final à six années d'étude et de consultations entre théologiens catholiques et réformés, menées dans le cadre d'un dialogue bilatéral qui a débuté en 1965 aux États-Unis.

8 février / Vienne

Dialogue européen catholique/protestant

C'est à Vienne qu'a eu lieu la première rencontre d'un nouveau comité mixte de dialogue théologique entre la Communion d'Églises protestantes en Europe (Églises luthériennes, réformées, unies et méthodistes, toutes signataires de la Concorde de

Leuenberg) et le Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens. Sous la co-présidence de l'évêque catholique Karl-Heinz Wiesenman (Spire) et de l'évêque de l'Église protestante d'Allemagne (EKD) Friedrich Weber (Brunswick), cette nouvelle instance réfléchira à la compréhension de l'Église et de son unité. Au cours de cette réunion inaugurale les 8 et 9 février 2013, c'est le document *L'Église de Jésus Christ* publié par la CÉPE en 1994 qui a été discuté, ainsi que le livre du cardinal Walter Kasper, *Harvesting the Fruits* (2009).

9 février / Le Mans

Cinquante ans d'œcuménisme en Sarthe

Le Cercle œcuménique du Mans a fêté le 9 février son cinquantième anniversaire. Comme le soulignait l'invitation, pendant toutes ces années, les chrétiens des différentes confessions dans la Sarthe ont appris à se respecter, à se connaître, à s'estimer. C'est cette histoire qui a été honorée, sans nostalgie, mais avec le désir de la prolonger aujourd'hui. Au cours de l'après-midi, Raymond Lenoble a retracé l'histoire du Cercle œcuménique, née de la rencontre de deux mères de famille, l'une catholique, l'autre protestante, vite rejointes par une orthodoxe ; c'était au temps de Vatican II, et le Cercle s'est développé dans le dynamisme de l'esprit du concile. Le théologien Bernard Sesboué a ensuite parlé de cet héritage (*L'œcuménisme depuis Vatican II*). Des agapes fraternelles et un concert concluaient la rencontre.

10 février / Damas

Le patriarche Jean X a été intronisé

Le patriarche grec-orthodoxe d'Antioche et de l'Orient Jean (Yazigi), élu le 16 décembre 2012², a été intronisé le 10 février en l'église de la Sainte Croix à Damas, capitale historique de son diocèse,

avant de s'installer au monastère Notre Dame de Balamand, au Liban, où il réside. Pour la première fois assistait à cette installation le patriarche maronite, Bechara Rai.

18 février / Le Caire

Création d'un Conseil national des Églises chrétiennes en Égypte



Les représentants des confessions chrétiennes présentes en Égypte (copte orthodoxe, copte catholique, grecque orthodoxe, anglicane et presbytérienne), se sont réunis le 18 février en la cathédrale copte orthodoxe Saint Marc, au Caire, afin de signer les statuts d'un Conseil national des Églises chrétiennes. Étaient notamment présents le patriarche copte orthodoxe Tawadros II, le patriarche copte catholique Ibrahim Isaac Sidrak, et le patriarche grec orthodoxe Théodoros II. Le Conseil aura une présidence tournante, le premier président étant le patriarche copte orthodoxe. « Le nouvel organisme, a expliqué Mgr Kirillos William, évêque copte-catholique d'Assiout, servira à avancer ensemble sur le chemin de l'œcuménisme et à exprimer une position commune en ce qui concerne le dialogue et la coexistence avec les non chrétiens. Il aura certainement l'occasion de promouvoir des initiatives communes aux plans social et culturel ». Quinze commissions travailleront sur des sujets tels que la jeunesse, le développement local, les femmes, les écoles du dimanche, foi et unité, etc.

La création de ce Conseil confirme la sensibilité œcuménique du nouveau patriarche copte orthodoxe, qui lui a

² Lire UDC n° 170 p. 4.

apporté tout son appui. L'évêque anglican Mouner Hanna Anis, du diocèse d'Égypte, d'Afrique du Nord et de la Corne de l'Afrique, a souligné l'importance de la création de ce Conseil « au moment où l'Égypte traverse une période cruciale au plan politique, social et économique ». (d'après *Fides*, 18 février, et *Anglican Communion News Service*, 18 mars)

18 février / Colombo

Les Églises et « le génocide en cours » des Tamouls

C'est ensemble que 130 responsables catholiques et protestants du nord et de l'est du Sri Lanka ont lancé un appel à l'ONU, à la veille de l'ouverture de la 22^e session de la Commission des droits de l'homme qui s'est tenue à Genève du 25 février au 22 mars 2013. Ils demandent à l'organisation internationale d'intervenir avant « le total anéantissement du peuple tamoul ». Publiée le 18 février, cette lettre est encore plus alarmante que celle que les responsables religieux avaient publiée l'année précédente ; elle avertit les Nations Unies qu'un véritable « génocide des populations tamoules » est en cours au Sri Lanka : « L'assassinat et la disparition de dizaines de milliers de civils tamouls ainsi que les tentatives de destruction systématique de la culture, de la langue et de la religion des populations des régions du nord et de l'est de l'île, semblent avoir pour but ultime d'anéantir totalement le peuple tamoul ». Les violations des droits de l'homme, déjà signalées auparavant, se poursuivent en toute impunité, dénonce encore le texte des responsables catholiques et protestants. Aucune des recommandations de la Commission nationale pour la réconciliation, pourtant sous contrôle du gouvernement, n'a été respectée, et encore moins les préconisations accompagnant la résolution de l'ONU votée en mars 2012. (d'après *Églises d'Asie*, 22 février)

21 février / Paris

Rémunération des ministres du culte en Alsace-Moselle

Le Conseil constitutionnel a considéré le 21 février 2013 que la rémunération par l'État des ministres du culte protestant en pays concordataire était conforme à la Constitution. Pour les Sages du Conseil, aussi bien en 1946 qu'en 1958, les constituants n'avaient « pas entendu remettre en cause » le régime concordataire hérité de Napoléon, et non aboli en 1905 puisqu'à l'époque les deux départements alsaciens et la Moselle faisaient partie de l'Allemagne. Pour des raisons de technique juridique, l'association de promotion de la laïcité APPEL avait réservé sa question préliminaire de constitutionnalité au cas des pasteurs protestants, mais prêtres catholiques et rabbins sont dans la même situation, et l'offensive de l'APPEL les visait aussi sur le fond. Le pasteur Claude Baty, président de la Fédération protestante de France, a commenté ainsi la décision du Conseil constitutionnel : « Je suis très heureux pour les protestants alsaciens, puisque ce sont eux qui étaient visés et qui se défendaient. Je dois quand même en dire un peu plus dans la mesure où certains comprendraient mal ce positionnement, d'autant que je suis pasteur des Églises évangéliques libres, Églises qui comme leur nom l'indique sont libres par rapport à l'État depuis 1849. Donc volontairement "libérées" plus de cinquante ans avant la loi de séparation. Comment donc puis-je me réjouir de cette réponse du Conseil constitutionnel qui fait perdurer un lien que je récus en principe ? [...] Il ressort de la décision et du commentaire du Conseil constitutionnel que la laïcité française n'est pas idéologique mais pragmatique de fait. La République tient compte de l'histoire de ses citoyens et de leur géographie. Au-delà du soulagement de mes amis alsaciens que je partage, je suis heureux que notre République opte pour une laïcité de terrain ». (d'après *protestants.org*, 22 février)

24 février / Sofia

Un nouveau patriarche pour l'Église orthodoxe bulgare



© Patriarcat de Bulgarie

Le patriarche Néophyte

C'est le métropolite de Ruse Néophyte que l'Église orthodoxe de Bulgarie a élu le 24 février 2013 au cours d'un concile national composé des évêques, abbés des monastères, délégués des prêtres et des laïcs. Il succède au patriarche Maxime, disparu en novembre 2012³. Le communiqué de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France précise : « Âgé de 67 ans, le nouveau patriarche de l'Église orthodoxe de Bulgarie, qui était un proche collaborateur de feu le patriarche Maxime, décédé le 6 novembre dernier à l'âge de 98 ans, est un spécialiste averti du chant liturgique et un théologien reconnu ayant été pendant plusieurs années recteur de l'Académie de théologie à Sofia, puis doyen de la faculté de théologie de l'université de la capitale bulgare. Il est un grand connaisseur des relations inter-orthodoxes, ayant régulièrement participé aux réunions panorthodoxes au Centre du Patriarcat œcuménique de Constantinople à Chambésy, près de Genève ». Parmi les 7,2 millions de Bulgares, 86% sont chrétiens (82,6 orthodoxes ; 1,9 catholiques ; 1,9 protestants). (d'après *aeoffr*).

3 Lire dans *UDC* n° 170 p. 29.

27 février / Paris**L'avenir du mouvement œcuménique**

C'est en partenariat avec l'Église protestante unie que la Fédération protestante de France a organisé sa journée annuelle d'information et de réflexion sur l'œcuménisme. Dans la perspective de la X^e Assemblée du Conseil œcuménique des Églises qui aura lieu en novembre prochain en Corée du Sud, le pasteur Didier Crouzet, chargé des relations internationales à l'ÉPUdF et la pasteur Jane Stranz, chargée des relations œcuméniques à la FPF, avaient invité l'ancien secrétaire général du COE Konrad Raiser et le président actuel du Forum chrétien mondial Larry Miller. Tous deux ont présenté leur vision de l'avenir du mouvement œcuménique : Konrad Raiser a parlé de la transformation du rôle du COE. Il perçoit désormais l'unité – inséparable de la mission – plutôt comme une qualité de relations entre Églises en pèlerinage, cherchant à « offrir le don de la communion à une humanité blessée », que comme un but définitif à atteindre. Larry Miller a souligné le besoin, dans le contexte actuel de la mondialisation, d'un « œcuménisme ouvert, souple et varié », capable d'aborder les tensions nombreuses qui traversent les relations entre chrétiens. C'est cet œcuménisme que le Forum chrétien mondial tente d'incarner, dans un « espace de confiance mutuelle ». Puis le théologien Nicolas Kazarian (Église orthodoxe grecque), Franck Lemaître, directeur du Service national pour l'unité des chrétiens de la Conférence des évêques de France, la théologienne Anne-Marie Reijnen (Institut supérieur d'études œcuméniques) et le pasteur Étienne Lhermenault, président du Conseil national des évangéliques de France, ont tour à tour réagi aux idées qui

venaient d'être exposées, donnant leur interprétation du cheminement œcuménique.

Une assistance nombreuse et multi-confessionnelle a participé à cette rencontre chaleureuse qui a permis aux participants, l'après-midi, de dialoguer avec des responsables du mouvement œcuménique que les Français ont peu souvent l'occasion de rencontrer.

**28 février / Addis Abeba****Abuna Mettias, nouveau patriarche de l'Église orthodoxe éthiopienne**

C'est l'archevêque de Jérusalem Mettias qui a été élu le 28 février 2013 patriarche de l'Église orthodoxe éthiopienne, par la grande assemblée de l'Église. Succédant à Abuna Paulos, décédé le 17 août dernier⁴, il a été intronisé le 3 mars en la cathédrale de la Trinité à Addis Abeba. Abuna Mettias est le 6^e patriarche de l'Église éthiopienne, qui est devenue autocéphale en 1948. Évêque depuis 1979, il a exercé son ministère auprès de la diaspora américaine de 1992 à 2006, puis à Jérusalem.



Abuna Mettias (au centre)

L'Église éthiopienne orthodoxe, de rite guèze, regroupe 43% des 90 millions d'Éthiopiens et plus de 10 millions de membres ailleurs dans le monde. Elle est la plus grande Église non-chalcédonienne et la deuxième Église orientale par le nombre des fidèles, après l'Église orthodoxe russe. (d'après APIC, 1^{er} mars)

28 février / Vatican**Benoît XVI renonce à sa charge**

Comme il l'avait annoncé le 11 février, Benoît XVI a renoncé à sa charge d'évêque de Rome – et de pape de l'Église catholique – le 28 février 2013 à 20h00⁵. Réactions et hommages ont afflué des autres Églises et instances œcuméniques. Entre autres, le nouvel archevêque de Cantorbéry Justin Welby a rendu grâce à Dieu « pour une vie de prêtre profondément vouée à suivre le Christ, en paroles et en action, dans la prière et un ministère chèrement assumé. [Benoît XVI] nous a montré quelque chose de la signification du ministère de Pierre, qui est de construire le peuple de Dieu et de l'amener à sa pleine maturité ». En France, le président de la Fédération protestante de France Claude Baty a déclaré : « la démission du pape est un geste courageux et pédagogique. Benoît XVI montre la fermeté d'âme de celui qui ne dit pas seulement qu'il pourrait démissionner mais qui le fait. Il enseigne ensuite qu'il n'incarne pas l'Église, qu'il n'est pas le messie, mais un serviteur. Il renvoie ainsi au Christ comme seul chemin, et donc chaque catholique à sa responsabilité personnelle. [...] Cette démission montre une manière exemplaire d'assumer une responsabilité en serviteur et non en maître. »

4 Lire dans UDC n° 169 p. 29.

5 Lire dans UDC n° 170 p. 6.



1^{er} mars

Journée mondiale de prière

Le 1^{er} mars 2013, dans plusieurs villes de France et dans 160 pays du monde, a été célébrée la Journée mondiale de prière⁶, préparée cette année par les femmes françaises. À Cannes par exemple, où cette Journée était célébrée pour la 22^e fois, ce sont les femmes de l'Action catholique, avec des protestantes et des anglicanes, qui ont préparé et animé ce temps fort, en présence du P. Bernard Pineau, curé de N.D. de Vie, de Mgr Jean Gautheron, curé de Saint Nicolas, et du pasteur Paolo Morlacchetti, de l'Église protestante unie de Cannes. « Aux jeux de scène, pour matérialiser l'accueil des étrangers dans notre pays, ont succédé des chants, des témoignages et de nombreuses prières. Chaque participant avait reçu en début de célébration un ruban coloré et tous furent invités à les nouer pour former une grande farandole des diversités. [...] Avant de partager un pot amical et de prolonger ces échanges, les organisatrices présentèrent les six projets retenus cette année en France et dans les DOM-TOM, qui se partageront les dons reçus au cours de la célébration ». (d'après *Les Nouvelles religieuses – diocèse de Nice*, 22 mars)

À Paris, deux célébrations ont eu lieu, à l'église luthérienne suédoise et au temple baptiste de l'avenue du Maine. Là, la major Anne-Marie Cabanes, de l'Armée du Salut, a donné la prédication sur le thème de

l'année : *J'étais étranger et vous m'avez accueilli*. Elle a fait ressortir que, pour tendre la main à l'étranger, il faut commencer par tendre la main à cette part de nous-mêmes qui est étrangère et vulnérable. Une chaleureuse collation réunissait ensuite les participant(e)s.

1^{er} mars / Londres

Le Mouvement de Lausanne a un nouveau directeur



C'est un Américain d'origine coréenne, Michael Oh, qui a été nommé le 5 février 2013 directeur général du Mouvement de Lausanne, qui depuis 1974 fédère une large partie des Églises évangéliques dans le monde. Succédant à Douglas Birdsall, il a pris ses fonctions le 1^{er} mars. Fondateur et président du Séminaire biblique du Christ à Nagoya, au Japon, âgé de 41 ans, le Dr Michael Oh travaille pour le Mouvement de Lausanne depuis 2004 ; il est membre de son Conseil d'administration depuis 2007. Pour Ram Gidoomal, président du Conseil d'administration du Mouvement, « Michael est un bâtisseur de ponts transculturels entre l'est et l'ouest et entre les générations. Il connaît bien l'ensemble du Mouvement et comprend la complexité de cet appel à le diriger. » (d'après le communiqué de presse du Mouvement de Lausanne)

7 mars / Bossey (Suisse)

Proche-Orient : le COE compte une nouvelle Église membre

Au terme de deux ans de pourparlers, le comité exécutif du Conseil œcuménique des Églises a voté le 7 mars 2013 en faveur de

l'adhésion de l'Église évangélique luthérienne de Jordanie et de Terre Sainte. « L'ELCJHL se reconnaît largement dans les engagements du Conseil œcuménique des Églises », a déclaré l'évêque Munib A. Younan, qui est à la tête de l'ELCJHL, et par ailleurs président de la Fédération luthérienne mondiale. Il a souligné le soutien de son Église au Centre inter-Églises de Jérusalem, au Programme d'accompagnement œcuménique en Palestine et Israël et au Forum œcuménique Palestine Israël : « L'ELCJHL soutient ces engagements [...] parce qu'ils montrent aux gens qui vivent à Jérusalem, en Terre Sainte et en Jordanie que leurs sœurs et frères chrétiens du monde entier sont à leurs côtés, qu'ils les accompagnent dans leurs souffrances et dans leurs joies ».

L'ELCJHL, dont les origines remontent aux missions luthériennes en Terre Sainte au XIX^e siècle, est constituée de paroisses à Amman, Jérusalem, Ramallah et dans la région de Bethléem. (d'après *COE News*, 7 mars)



L'évêque Munib Younan

7-10 mars / Sankt Niklausen (Suisse)

Le baptême dans l'Esprit Saint

Du 7 au 10 mars 2013 s'est tenu en Suisse un colloque œcuménique international sur la question

6 Lire dans *UDC* n° 169 p. 8 à 12.

du baptême dans l'Esprit Saint. Organisées par la Communauté du Chemin Neuf, ces journées de réflexion ont rassemblé un auditoire nombreux autour de théologiens et de responsables d'Église, en présence notamment de Justin Welby, nouvel archevêque de Cantorbéry. L'expérience du baptême dans l'Esprit Saint est-elle destinée à tous les chrétiens ? ou constitue-t-elle une grâce spécifique dont bénéficient certains chrétiens, pentecôtistes et charismatiques ? Quel est son lien avec le baptême d'eau ? avec la confirmation ? Autant de questions qui ont traversé les interventions bibliques, théologiques et historiques du colloque. Les actes devraient paraître dans un prochain numéro de la revue *Istina*.

(www.colloquebes2013.chemin-neuf.org)

12 mars / Le Caire Une intronisation œcuménique

Élu le 15 janvier 2013 patriarche des coptes catholiques, Ibrahim Isaac Sidrak a été intronisé le 12 mars en la cathédrale de la Bienheureuse Vierge Marie à Madinat Nasr, près du Caire. Il succède au cardinal Antonios Naguib, qui a renoncé à son ministère pour raison de santé. Et, pour la première fois, un patriarche copte orthodoxe, le pape nouvellement élu Tawadros II⁷, a participé à la cérémonie.

Les coptes catholiques, en Égypte et dans la diaspora, sont environ 250 000. Le nombre des coptes orthodoxes, difficile à évaluer avec précision pour des raisons politiques, varie selon les estimations entre 8 et 10 millions. La diaspora est estimée à 500 000 personnes (Amérique du Nord, Europe, Australie).

15 mars / Paris Disparition du pasteur Albert Greiner

Le pasteur Albert Greiner⁸ est décédé le 15 mars 2013 dans sa 95^e année. « Jeune pasteur au sortir de la guerre, il a apporté son dynamisme à l'Église luthérienne et permis l'ouverture de nouvelles paroisses. Il a participé au renouveau des études luthériennes et fondé *Positions luthériennes*, créé des outils de catéchèse, donné des cours. Homme de dialogue, il a œuvré à la réconciliation franco-allemande et entamé le rapprochement des Églises luthérienne et réformée. Pour beaucoup de jeunes pasteurs et de laïcs, il a été jusqu'à ses derniers jours un père spirituel ». (communiqué de l'Inspection luthérienne de Paris).

Étudiant à l'École normale supérieure, Albert Greiner avait fondé avec André Mandouze un des tout premiers groupes œcuméniques étudiants. À Lyon pendant la guerre, il avait participé à la Résistance aux côtés de catholiques et rencontré de nombreuses personnalités religieuses, en particulier l'abbé Paul Couturier. Après la guerre, pasteur à Saint Denis, puis pour la ville nouvelle de Massy alors en construction, il avait lancé partout des projets œcuméniques avec ses nombreux amis d'autres confessions ; élu inspecteur ecclésiastique de Paris en 1962, il avait pris aussi en charge les paroisses parisiennes de Saint Marcel et de la Trinité, continuant à mettre en place des initiatives œcuméniques avec le curé de Saint Jacques



© Église luthérienne de Paris

du Haut-Pas : études bibliques, échanges de chaire... Le pasteur Greiner avait été pendant une dizaine d'années membre du comité mixte de dialogue théologique catholique/luthéro-réformé, et du comité de rédaction d'*Unité des Chrétiens*. À l'occasion du 500^e anniversaire de la naissance de Luther (1983), il s'était dépensé sans compter pour faire connaître le Réformateur, en particulier aux catholiques : conférences (souvent avec son ami le P. Daniel Olivier, assomptionniste, grand spécialiste de Luther), livres, articles...

16 mars La Concorde de Leuenberg a 40 ans

Marquant la fin de siècles de séparation entre Églises de la famille protestante, la Concorde de Leuenberg a été ratifiée au Centre de rencontres suisse de Leuenberg (près de Bâle) le 16 mars 1973, à la suite d'entretiens doctrinaux entre les Églises luthériennes et réformées en Europe. Sur la base de ce texte les Églises signataires reconnaissent mutuellement leurs ministères et se déclarent en communion de chaire et d'autel, tout en s'engageant pour un témoignage et un service communs. C'est ainsi que la Concorde est devenue le document fondateur de la Communion d'Églises protestantes en Europe (CÉPE), anciennement Communion ecclésiale de Leuenberg. Le 40^e anniversaire de sa signature a été marqué par une série de célébrations et de publications dans toute l'Europe. (d'après leuenberg.eu)

7 Lire dans *UDC* n° 169 p. 6.

8 Voir dans *UDC* n° 155 p. 28, la rubrique « Grands Témoins » qui lui avait été consacrée.

Suite à des regroupements et à de nouveaux découpages territoriaux, on compte aujourd'hui 95 Églises (réformées, luthériennes, unies, vaudoises, moraves) membres de la CÉPE. En France, la création de l'Église protestante unie (qui rassemble désormais l'Église réformée de France et l'Église évangélique luthérienne de France), tout comme le rapprochement des Églises luthérienne et réformée au sein de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine, sont des fruits de la Concorde de Leuenberg.



20 mars / Vatican

Le pape François a la « volonté ferme de poursuivre le dialogue œcuménique »

Le pape François, élu le 13 mars 2013⁹, a reçu le 20 mars, le lendemain de la messe d'inauguration de son ministère, les représentants des autres Églises chrétiennes et des différentes religions. Il s'était entretenu auparavant, séparément, avec le patriarche Bartholomée de Constantinople et avec le métropolite Hilarion, de l'Église orthodoxe russe. Installé près du pape, seul parmi les invités à s'exprimer, Bartholomée I^{er} a proposé de « rendre crédible le témoignage chrétien » en organisant en commun la diaconie : la mission des chrétiens est de « nourrir les affamés, vêtir ceux qui sont nus », a dit le patriarche, soulignant que « l'expérience de "Bon Samaritain" »

du pape en Amérique latine » le rend particulièrement sensible aux « souffrances et à la misère humaine ».

S'adressant à son tour aux chrétiens des autres confessions, François a remercié son « frère André » – en référence au frère de l'Apôtre Pierre, dont les évêques de Constantinople sont les successeurs – et insisté sur sa volonté de donner une place centrale à la quête de l'unité, enracinée dans la vie spirituelle : « Hier matin, durant la Sainte Messe, j'ai reconnu spirituellement à travers vos personnes la présence des communautés que vous représentez. Par cette manifestation de foi, il m'a semblé vivre de manière plus pressante encore la prière pour l'unité des croyants dans le Christ, et d'en voir en quelque sorte préfigurée la réalisation plénière, qui dépend du plan de Dieu et de notre collaboration loyale. [...] Pour ma part, je désire vous assurer, suivant en cela mes prédécesseurs, de ma volonté ferme de poursuivre le chemin du dialogue œcuménique ». (d'après *vatican.va*)

Selon l'agence *AsiaNews*, au cours de son audience privée le patriarche Bartholomée a invité le pape à se rendre au Phanar et à faire avec lui un pèlerinage en Terre Sainte en 2014, pour célébrer le 50^e anniversaire de la rencontre à Jérusalem du patriarche Athénagoras et du pape Paul VI, en 1964.

21 mars / Cantorbéry

Intronisation du nouvel archevêque de Cantorbéry

En présence de 2000 personnes venues du monde entier, l'évêque Justin Welby a été intronisé¹⁰ le 21 mars, jour de la fête de saint Benoît et de la commémoration de Thomas Cranmer,

archevêque de Cantorbéry et primat d'Angleterre. Pour la première fois dans l'histoire, l'archevêque de Cantorbéry a été « installé » par une femme archidiacre. La célébration, animée par des danses ghanéennes, des tambours africains, un hymne pendjabi, mettait en valeur la diversité de la Communion anglicane, dont l'archevêque de Cantorbéry est le chef spirituel. Tous les primats, sauf un, étaient d'ailleurs présents. Des délégués d'autres confessions chrétiennes, ainsi que le secrétaire général du Conseil œcuménique des Églises, le pasteur Olav Fykse Tveit, participaient à la cérémonie ; le pape François était représenté par le cardinal Kurt Koch, président du Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens.

Citant le pape qui avait appelé deux jours plus tôt, lors de sa propre messe d'intronisation, « à être les protecteurs les uns des autres : de la nature, des pauvres et des vulnérables », le nouvel archevêque de Cantorbéry a terminé son homélie, que parcourait un fervent appel à la réconciliation, par ces mots : « "Prenez courage, c'est moi, n'ayez pas peur", dit le Christ. Nous sommes appelés à sortir du confort de nos traditions et de nos maisons, et à avancer au large, pour prendre la main que le Christ nous tend. Encourageons-nous mutuellement à faire nôtre l'appel du Christ, à proclamer clairement le Christ, à prier le Christ, et nous verrons le monde transformé ». (d'après *Anglican Communion News Service*, 21 mars)



Représentants d'autres confessions pendant la cérémonie

9 Lire dans *UDC* n° 170 p. 6.

10 Lire dans *UDC* n° 169 p. 4.

29 mars**Vendredi saint œcuménique**

Lecture de la Passion à Montpellier

En cette année où la fête de Pâques était célébrée à des dates les plus éloignées possible par les chrétiens occidentaux (31 mars) et la plupart des chrétiens orientaux (5 mai), des célébrations communes ont toutefois été organisées dans de nombreux endroits le Vendredi saint. Ainsi, à la cathédrale Saint Étienne de Toulouse, des chrétiens anglicans, catholiques, réformés mais aussi orthodoxes se sont rassemblés pour prier et proclamer la Passion du Seigneur, pendant la pause de midi. Dans le département de l'Essonne, trois rendez-vous étaient donnés dans trois villes différentes, pour une prière commune. À Lyon, prière et partage œcuménique étaient au programme chaque vendredi de carême, pendant l'heure du déjeuner, autour de pain, d'eau et de pommes, dans les lieux de culte des différentes communautés, à tour de rôle. « À Montpellier, pour la sixième année consécutive, les chrétiens de la ville étaient invités à midi à la cathédrale, le Vendredi saint, pour la lecture œcuménique de la Passion de Jésus. Célébration austère, empreinte d'émotion où tour à tour prêtres, pasteurs de l'Église protestante unie de France, de l'Église méthodiste, et laïcs orthodoxes, se sont levés pour lire le texte de la Passion. Lecture entrecoupée de moments silencieux, de musique ou de chants méditatifs. L'évêque du lieu, Mgr Carré, a introduit la prière dite ensemble du Notre Père. Œcuménisme tangible

de par la présence visible des représentants de diverses communautés chrétiennes de la ville ; œcuménisme qui se veut aussi marche commune "pour participer à l'œuvre de Dieu pour la transformation du monde" puisqu'au cours de la célébration il a été proposé aux participants de faire un geste (offrande, mais aussi rédaction d'un message de Pâques personnel) en direction des chrétiens du Mali, avec qui le diocèse de Montpellier est jumelé. » (Anne Amalric)

31 mars / Suisse**Succès de la campagne de carême *Sans terre, pas de pain***

Depuis une vingtaine d'année, les organismes suisses Pain pour le prochain (protestant), Action de Carême (catholique) et Être partenaires (catholique-chrétien) unissent leurs forces pour la campagne œcuménique de carême *Sans terre, pas de pain*. Axée cette année sur le problème de l'accaparement des terres dans les pays du sud, la campagne a mobilisé de nombreux jeunes et permettra de financer des projets de développement. Avec un bilan largement positif, notamment au plan financier, Beat Dietschy, secrétaire général de Pain pour le prochain, parle de « coopération œcuménique particulièrement réjouissante ». (d'après APIC, 1^{er} avril)

31 mars / Meaux**Proclamation commune de la Résurrection**

Comme chaque année, des catholiques et des protestants – mais, pour cause de dates séparées cette année, sans les orthodoxes – se sont retrouvés un peu partout en France pour proclamer la Résurrection, au matin du jour de Pâques. À Vernoux-en-Vivaraire par exemple, une soixan-

taine de chrétiens se sont retrouvés pour fêter ensemble l'événement central de leur foi.

À Meaux, les Églises ont proclamé ensemble le Christ ressuscité sur le parvis de la cathédrale, en présence du P. Philippe Legrand, archiprêtre de la cathédrale, du pasteur Frédéric Genty, de l'Église protestante unie de Nanteuil-lès-Meaux et Coulommiers, du pasteur David Moraes, de l'Église baptiste de Meaux et de Pierre Jacob, de l'Église réformée de Meaux. Malgré le rendez-vous très matinal, le passage à l'heure d'été et la température ambiante, des chrétiens sont venus de toute la Seine-et-Marne pour écouter la parole de Dieu, prier, partager un geste d'amitié et de paix, et chanter dans l'unité : « Christ est ressuscité ! Oui, il est vraiment ressuscité. Alléluia ! ». (d'après J. Carton, diocèse de Meaux)



© J. Carton

31 mars / Jérusalem**Message de Pâques des chefs des Églises chrétiennes à Jérusalem**

Signé par le patriarche grec-orthodoxe Théophile III, le patriarche catholique latin Fouad Twal, le patriarche arménien apostolique Norhan Manougian, le P. Pierbattista Pizzaballa, Custode de Terre Sainte, Mgr Anba Abraham (Patriarcat orthodoxe copte), l'archevêque Swerios Malki Mourad (Patriarcat orthodoxe syrien), Abba Fissiha Tsion (*locum tenens* du Patriarcat

orthodoxe éthiopien), Mgr Joseph Zerey (vicaire patriarcal grec melkite catholique), Mgr Moussa El-Hage (Exarchat maronite patriarcal), Mgr Suheil Dawani (Église épiscopaliennne), Mgr Mounib Younan (Église luthérienne de Jordanie et Terre Sainte), Mgr Pierre Melki (exarque syrien catholique), et Mgr Joseph Kelekian (exarque arménien catholique), le message de Pâques publié cette année par les responsables des Églises de Jérusalem lance un « appel œcuménique à tous les chrétiens du monde à venir visiter nos églises et à marcher avec les pierres vivantes de cette Terre sur les traces du Christ ressuscité ». Cet appel commun demande aux chrétiens du monde entier de « porter dans leurs prières les peuples de cette terre, en particulier la présence chrétienne qui ne cesse de diminuer ». Il appelle enfin « ceux qui ont charge d'autorité » à « lutter pour la justice et la paix entre les nations ».



4 avril / Genève

Création d'un annuaire des institutions théologiques en ligne

Plus de 7000 institutions de formation en théologie du monde entier, de toutes confessions chrétiennes, sont recensées dans l'annuaire en ligne lancé le 4 avril par la Bibliothèque numérique internationale de théologie et d'œcuménisme (GlobeTheoLib), et ce nombre devrait grandir puisque les inscriptions restent ouvertes. Le but est d'encourager le partage des ressources documentaires, le dialogue et la collaboration dans la recherche entre ces diverses institutions. Ce nouvel instrument documentaire est l'une des réalisations préconisées par

l'Étude mondiale sur la formation en théologie lancée par le Conseil œcuménique des Églises en 2011 – une première tentative pour dessiner un tableau complet des formations en théologie, officielles ou non : séminaires dépendant des Églises, écoles bibliques, facultés de théologie, instituts de formation à la mission etc. Cette étude manifeste la conscience au COE du rôle fondamental, pour la mission, de la formation en théologie. (d'après *WCC News*, 4 avril)

4 avril / Londres

Le Prix Templeton à Mgr Desmond Tutu



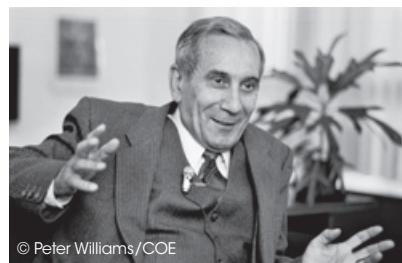
C'est à Mgr Desmond Tutu qu'a été décerné le Prix Templeton 2013. Selon les termes du communiqué, ce prix récompense le travail « accompli sa vie durant afin de promouvoir les principes d'amour et de pardon, ce qui a aidé à libérer des peuples partout dans le monde ». La Fondation Templeton récompense chaque année une personnalité pour sa « contribution exceptionnelle à l'affirmation de la dimension spirituelle de l'existence ». « Quand vous êtes dans une foule et que l'on vous remarque dans cette foule, c'est souvent parce que vous êtes porté sur les épaules d'autres personnes. Je tiens à remercier tous les gens merveilleux qui m'ont accepté comme leur leader dans mon pays et j'accepte ce prix en leur nom », a dit l'archevêque (anglican) émérite du Cap, qui s'est battu toute sa vie contre l'apartheid et a déjà reçu le Prix Nobel de la Paix en 1984 pour son engagement. (d'après *APIC*, 4 avril)

6 avril / Montevideo

Décès d'Emilio Castro

Emilio Castro, pasteur de l'Église méthodiste d'Uruguay et ancien secrétaire général du Conseil œcuménique des Églises (1985-1992), est mort le 6 avril à Montevideo où il était né en 1927. Il avait fait une partie de ses études en Suisse, en particulier à Bâle où il avait suivi les cours de Karl Barth. D'abord pasteur à Montevideo, il fut nommé en 1965 secrétaire général de l'UNELAM, qui devait donner naissance en 1979 au Conseil des Églises d'Amérique latine (CLAI). Il était entré au service du Conseil œcuménique des Églises en devenant en 1973 directeur de sa commission Mission et Évangélisation. Élu secrétaire général en 1985, il avait eu à cœur d'ouvrir les portes aux Églises évangéliques, et de faciliter la participation des Églises orthodoxes dans toutes les instances du Conseil, au moment de la chute des régimes communistes à l'est de l'Europe. Proche de la théologie de la libération, c'était un défenseur passionné des pauvres et de la paix, « dont on se souviendra pour son combat sans relâche pour unir la foi et la spiritualité chrétiennes à un engagement radical pour la justice ». (d'après l'hommage d'O. Fykse Tveit, secrétaire général du COE)

Emilio Castro avait été décoré de l'Ordre de Bernardo O'Higgins, la décoration la plus prestigieuse accordée par le gouvernement chilien à un étranger, pour sa défense des droits humains en Amérique latine dans les années 1970 et 1980, en particulier au Chili pendant la dictature d'Augusto Pinochet.



© Peter Williams/COE

En 1985

7 avril / Paris**Un nouveau président pour l'ACAT**

Au cours de son assemblée générale annuelle, l'ACAT a élu son 14^e président, François Picart, prêtre de l'Oratoire. Après avoir été entre autres responsable de l'Amérique latine à la DCC (Délégation catholique pour la coopération), il est actuellement délégué à la tutelle des établissements scolaires de l'Oratoire et enseignant à l'Institut catholique de Paris. Le P. François Picart a été représentant de la FIACAT au Conseil de l'Europe entre 2002 et 2004. Il devient membre de l'ACAT et accède au Comité directeur en 2005. Élu par la suite au Bureau exécutif, il fait partie notamment de la commission Théologie, puis de la commission Torture qui produit le rapport annuel *Un monde tordinaire*. Il est membre du comité de rédaction du *Courrier de l'ACAT* depuis 2009. Le nouveau président souligne dans un message que « tout comme le monde dans lequel nous vivons, les atteintes aux droits de l'homme prennent de nouvelles formes. C'est pourquoi l'ACAT vit, bouge, évolue sans cesse pour exercer sa vigilance et agir ». Il se dit « particulièrement attaché à ce que l'ACAT investisse de nouveaux champs d'action, comme par exemple les tortures commises par des personnes privées dans des États dont les gouvernements ne s'occupent pas de poursuivre les auteurs (par exemple les crimes d'honneur). » (d'après *acatfrance.fr*)

7 avril / Paris**L'Église suédoise de Paris a fêté ses cent ans**

Située dans le XVII^e arrondissement de Paris, cette communauté paroissiale luthérienne (qui fait partie de l'Église évangélique luthérienne de Suède), dédiée à saint Anchaire, a été fondée

en 1626. C'est le bâtiment actuel, dont la construction a été achevée en 1913, dont on a fêté le centenaire : la communauté s'est réunie le 7 avril pour une célébration festive autour de Mgr Sven-Bernhard Fast, évêque pour les Églises suédoises à l'étranger, en présence de l'inspecteur ecclésiastique français Jean-Frédéric Patrzynski, et de délégués de l'Église catholique.

Au temps de la révocation de l'Édit de Nantes, Louis XIV avait maintenu l'Église luthérienne à Paris pour des raisons très prosaïques : il avait besoin de cuivre pour les toitures de Versailles et ce cuivre venait de Suède et était travaillé par des ouvriers suédois. La présence des artisans scandinaves permit ainsi la permanence de la tradition luthérienne de l'Église de Suède, apportant aux réformés français un appui non négligeable. Aujourd'hui, la paroisse luthérienne suédoise prend une part active à la vie œcuménique en France, en particulier dans le cadre de l'Association œcuménique Étoile-Champs Élysées, qui regroupe une grande majorité des communautés chrétiennes des VIII^e, XVI^e et XVII^e arrondissements de la capitale. (d'après *AP*)

**8 avril / Vatican****Rencontre entre le Pape et le président de l'Église protestante d'Allemagne**

Le pape François a reçu le 8 avril le président du Conseil de l'Église protestante d'Allemagne Nikolaus Schneider. Celui-ci a salué le choix par le nouveau pape du nom de François, « qui parle à tous les chrétiens ». La conversation s'est poursuivie sur l'unité des chrétiens,

en particulier sur la valeur de l'œcuménisme des martyrs, à laquelle le pape accorde une particulière attention, en l'occurrence pour les martyrs protestants d'Allemagne à l'époque du national-socialisme. Pour le pape, le sang versé par les martyrs unit profondément les diverses confessions chrétiennes dans le témoignage commun rendu au Christ. Puis l'évêque Nikolaus Schneider a évoqué le 500^e anniversaire de la Réforme en 2017, soulignant son importance pour l'Église protestante d'Allemagne. Le pape François a saisi l'occasion pour évoquer le discours de Benoît XVI au couvent des Augustins d'Erfurt, au cours de son voyage en Allemagne en 2011, dans lequel il avait évoqué « la passion profonde » de Luther pour la question de Dieu. « Une rencontre amicale et fraternelle », pour le cardinal Kurt Koch, président du Conseil pontifical pour l'unité des chrétiens, qui assistait à l'entretien. (d'après *Radio Vatican*, 8 avril)

**9 avril / Paris****Christ et César - quelle parole publique des Églises ?**

Le colloque annuel de l'Institut supérieur d'études œcuméniques de Paris s'est intéressé en 2013 à la *parole publique des Églises*, que l'actualité récente avait mise sur la sellette à l'occasion de l'examen par le Parlement de la loi sur le mariage « pour tous ». Mais par delà ce contexte, le choix entre se taire ou parler s'est posé aux chrétiens à toutes les époques, depuis les premières persécutions. Des témoignages ont été donnés sur des médiations ou des prises de parole emblématiques de l'histoire récente, qui ont eu des résultats

qui parfois dépassaient les espérances (chute du mur de Berlin en 1989, résolution du conflit en Nouvelle Calédonie en 1988) ; les intervenants se sont également penchés sur ce qu'en disait la Bible, sur les leçons à tirer du modèle byzantin d'articulation entre pouvoir civil et religieux, ou de celui inventé par les réformateurs. Des journalistes ont parlé de leur travail sur ce sujet assez particulier, pas toujours facile à traiter pour eux en raison notamment de particularismes de langage. La position catholique, celle des évangéliques et celle des Églises protestantes « historiques » sur la pertinence d'une prise de parole publique ecclésiale a été exposée – avant que, comme en 2012, trois jeunes théologiens catholique, protestant et orthodoxe tirent un bilan du colloque. Il est revenu à Mgr François Kalist, évêque de Limoges, membre du Conseil pour l'unité des chrétiens et les relations avec le judaïsme, de conclure en émettant le vœu que la parole des Églises investisse davantage l'expression artistique et culturelle, et qu'elle soit plus souvent exprimée par les Églises ensemble.

Le 10 avril, Sa Béatitude Béchara Boutros Raï, patriarche maronite d'Antioche et de tout l'Orient, était venu plaider avec conviction, devant un public nombreux et chaleureux, pour que la présence chrétienne au Moyen Orient soit soutenue « par les pays amis », sans que soit encouragée l'émigration ; pour que soit favorisée une coexistence apaisée avec les musulmans, telle qu'elle est vécue au Liban (« c'est l'identité *chrétienne et musulmane à la fois* qui fait l'identité libanaise », a-t-il affirmé), et pour que soit contrée toute forme de fondamentalisme.



Le recteur Philippe Bordeyne, le P. Charbel Maalouf, le cardinal Béchara El-Raï, le directeur de l'ISÉO Jacques-Noël Pérès

12 avril / Paris Nuit des Témoins

La 5^e édition de la Nuit des Témoins, organisée chaque année par l'Aide à l'Église en détresse, s'est terminée à la cathédrale Notre-Dame de Paris, après un colloque-débats à l'Assemblée nationale. Cette veillée, au cours de laquelle des témoignages directs ont été écoutés, a permis aux fidèles de se recueillir et de se mobiliser en faveur des chrétiens persécutés dans le monde. Une Nuit des Témoins a également eu lieu à Nantes, Metz, Caen et Lyon.



D.R. (la-croix.com)

À Metz

23 avril / Damas Syrie : enlèvement de deux évêques orthodoxes

Dans un communiqué commun, le patriarcat grec-orthodoxe d'Antioche et de tout l'Orient, et le patriarcat syriaque orthodoxe d'Antioche et de tout l'Orient ont annoncé le 23 avril l'enlèvement de Mgr Paul (Yazigi), métropolite d'Alep et d'Alexandrette pour les grec-orthodoxes d'Antioche, et Mgr Youhanna (Ibrahim), métropolite d'Alep pour les syriaques orthodoxes, qui revenaient d'une mission humanitaire menée ensemble.

Dans le monde entier, des protestations se sont immédiatement élevées de toutes les Églises pour demander la libération des deux évêques. En France, les co-présidents du Conseil d'Églises chrétiennes ont publié un message dans lequel ils condamnent « cet acte sans nom qui s'attaque à deux prélats connus pour leur ouverture et leur courage à rester proches de leurs fidèles dans les circonstances dramatiques et difficiles que traverse la

Syrie ». « Nous souhaitons aussi, poursuit le message, exprimer notre solidarité et notre soutien à l'égard des chrétiens de Syrie, ainsi que de tous les Syriens actuellement dans la tourmente. Aussi, nous appelons le gouvernement français, ainsi que les instances européennes et internationales, à intervenir le plus rapidement possible pour obtenir leur libération. »

C'est le jour même où l'enlèvement était connu que les participants à une consultation du Forum chrétien mondial organisée à Amman (Jordanie) ont publié un Appel dans lequel ils reconnaissent que beaucoup souffrent au Moyen-Orient, quelle que soit leur « identité religieuse, ethnique, sociale et politique ». Ils appellent les institutions internationales et les Églises à « faire davantage d'efforts pour assurer la continuité de la présence chrétienne au Moyen-Orient en aidant et en encourageant les personnes à rester dans leur pays ». Les 21 responsables d'Églises qui participaient à cette consultation venaient des Églises orthodoxes, catholiques, protestantes et évangéliques de cette partie du monde.



© Radio Vatican

28 avril / Vevey (Suisse) Atout, un chœur œcuménique de jeunes

Au temple Saint Martin de Vevey, puis au temple de Lutry et enfin à l'église catholique de Renens, le chœur *Atout*, qui est composé de jeunes appartenant à diverses confessions chrétiennes, a interprété le *Requiem* de John Rutter, avec la collaboration de l'*Agora Music Ensemble*.

Catherine AUBÉ-ELIE

Saint Rémy-les-Montbard (Côte d'Or)

20 juillet 2013

Fête de Saint Élie

Du prophète Élie, archétype du moine, à saint Antoine le Grand, père des moines

Colloque organisé par la Fraternité Saint Élie avec le P. Nistea, M. Federspiel, J. Chollet, G. Farag, A. Sadek, B. Outtier, N. Béranger.

Renseignements :
Monastère Saint-Élie
5, rue du Floquet
21500 Saint-Rémy
Tél : 03 80 92 07 40
saintelie.perso.neuf.fr

Avila (Espagne) 22-29 juillet 2013

IEF : 42^e Congrès international

« Pierres vivantes du temple de Dieu » (1 P 2,5)

International Ecumenical Fellowship - Conférences, groupes de réflexion, célébrations, visites culturelles (Tolède).

Université de la Mystique (CITeS) à Avila

Renseignements :
sarmientocarm@yahoo.es
www.ief-oecumenica.org

La Pommeraye sur Loire 18-23 août 2013

Session œcuménique des Avents

*Les Béatitudes.
Des paroles qui mettent en marche*

Intervenants : Pères Pierre Remise & Louis-Michel Renier (Groupe des Dombes) ; Pasteur Marianne Seckel ; Pasteurs Denis Vatinel & Étienne Vion (Groupe des Dombes).

Au Centre spirituel diocésain de La Pommeraye sur Loire (49620)

Contacts :
mchappart@orange.fr
www.avevents-oecumenisme.org

Écully (69) 21-25 août 2013

Université européenne assumptionniste

Tous invités au dialogue

Qui n'a pas envie de dialoguer ? Le mot est employé à toutes les sauces. Tout le monde s'en revendique. Mais qui, véritablement, le pratique ? Le dialogue au quotidien n'est-il pas devenu un mot fourre-tout, un idéal impossible, un joli vœu pieux ? Entre des temps festifs et conviviaux, les participants seront invités à réfléchir sur trois thématiques : *Le dialogue, mode d'emploi ! Dieu au cœur de nos expériences de dialogue. Les croyants au défi du dialogue.* À l'occasion du dixième anniversaire du décès de Bruno Chenu, assumptionniste, le Groupe des Dombes – dont il fut le co-président – s'associe à cette rencontre.

Renseignements :
contact@uea-assomption.cef.fr
www.uea-assomption.cef.fr

Tyniec (Pologne) 23-28 août 2013

Congrès interconfessionnel de religieux(SES)

Chercher l'unité en Jésus au bord de la Vistule

Organisée au monastère bénédictin de Tyniec, cette rencontre fraternelle de religieux(SES) de différentes confessions chrétiennes asso-

ciera réflexion, prière et visites (camp d'Auschwitz...).

Contacts :
France : soeurpaula.bouzy@wanadoo.fr
Belgique : jean@monasterechevetogne.com

Bose (Italie) 4-7 septembre 2013

XXI^e Colloque œcuménique de spiritualité orthodoxe

Les âges de la vie spirituelle

En collaboration avec les Églises orthodoxes
Au monastère de Bose
13887 Magnano, Biella, Italie

Secrétariat des Colloques
Tél : + 39 015 679 185
convegna@monasterodibose.it

La Rochelle 6-8 septembre 2013

Colloque de patristique

Les Pères de l'Église et le pouvoir. Une Église profondément transformée ? L'impact de la faveur impériale sur l'exercice ecclésial du pouvoir (IV^e-VI^e siècles)

Organisé par la faculté de droit de La Rochelle et l'association *Caritas Patrum*.

Inscriptions :
Association *Caritas Patrum*
Tél : 05 46 38 33 03
pg.delage@gmail.com

Abbaye de Solesmes 21 septembre 2013

Journée de rencontre entre catholiques et orthodoxes

Vatican II et le dialogue œcuménique catholique-orthodoxe

Organisée par la Fraternité chrétienne Sarthe-Orient et l'Abbaye de Solesmes, sous la présidence de Mgr Y. Le Saux, évêque du Mans.

Avec Dom J. Ph. Lemaire, Dom P. Mahieu, M. Stavrou, hiéromoine A. Siniakov, Mgr Ch. Maalouf, Dom Ph. Vanderheyden. Conclusions par le métropolite Emmanuel. À l'Abbaye Saint Pierre de Solesmes (72)

Inscriptions :
Tél : 06 87 71 17 58
www.abbayedesolesmes.fr

Allemagne 15-22 octobre 2013

Route œcuménique « Sur les pas de Luther »

Organisée par le Service diocésain des pèlerinages du diocèse de Montpellier. Strasbourg, Erfurt, Leipzig, Wittenberg, Eisenach. Accompagnée par la pasteure Eva Nocquet et le P. Pierre Lathuilière.

Renseignements et inscriptions :
Direction diocésaine des pèlerinages
Tél : 06 83 20 32 75
pelediocese34@gmail.com

Russie 9-24 janvier 2014

Pèlerinage-visitation en Russie

Organisé par le Service diocésain des pèlerinages du diocèse de Bayeux et Lisieux, à la rencontre de l'Église orthodoxe et de communautés catholiques. Moscou, Saint Pétersbourg, Anneau d'Or, Vorkouta (Cercle polaire) où sera célébré le baptême du Christ les 18-19 janvier. Accompagné par le P. P.-H. Desprairies et Sœur Catherine Déom.

Renseignements et inscriptions :
Direction diocésaine des pèlerinages
tél : 02 31 29 35 08
(du mercredi au vendredi)
pelerinages@bayeuxlisieux.catholique.fr

*Les événements du passé
ne peuvent être changés
mais, au fil du temps,
ce dont on se souvient
et la manière dont on en fait mémoire
peut de fait changer.*

*Le souvenir rend présent le passé.
Si le passé lui-même est inaltérable,
la présence de ce passé aujourd'hui
est, elle, altérable.*

*Dans la perspective de 2017,
l'enjeu n'est pas de raconter
une histoire différente,
mais de raconter cette histoire
différemment.*

*Du conflit à la communion.
Pour une commémoration commune
luthéro-catholique de la Réforme en 2017,
n° 16, juin 2013*